

REVUE des REVUES : Second semestre 2006

Mise en ligne 01-2007

Coordination : Christian Beuvain

Passage en revues : Yannick Beaulieu, Christian Beuvain, Vincent Chambarlhac, Franck Gaudichaud, David Hamelin, Jean-Guillaume Lanuque, Jean-Paul Salles, Georges Ubbiali.

Avant-propos :

Sur sa proposition, la rédaction de Dissidences a accepté que dorénavant cette Revue des Revues en ligne sur www.dissidences.net soit coordonnée par Christian Beuvain, les recensions étant partagées de manière plus ou moins égale entre différents rédacteurs ou collaborateurs. Ces recensions sont anonymes, sauf dans cette livraison, pour *Aden*, *Labyrinthe* (Ch. Beuvain), *Contretemps*, *Revue d'histoire nordique* (V. Chambarlhac) et pour la revue italienne, *Zapruder*, quasiment méconnue en France. Nous sommes donc particulièrement redevables à Yannick Beaulieu, nouveau collaborateur de notre collectif, d'une présentation quasi exhaustive des numéros et des articles de cette revue, baptisée symboliquement *Zapruder*, du nom de l'homme qui filma l'assassinat de John Fitzgerald Kennedy, à Dallas le 23 novembre 1963. A notre connaissance, nous sommes parmi les (très) rares à évoquer de manière si approfondie les thématiques de cette revue de sciences sociales. Seule Histoire et Sociétés, en contact étroit avec l'association *Storie in Movimento* – d'où une rencontre des deux équipes sur la « conflictualité sociale » en juillet 2005 en Italie – publie un entretien d'un membre de l'équipe, Eros Francescangeli, dans le n° 10 d'avril 2004. Elle semble très proche par de nombreux aspects des objectifs de *Dissidences*. Que Yannick Beaulieu, qui était avant sa récente soutenance de thèse (décembre 2006), doctorant à l'Institut universitaire européen de Florence, soit donc chaleureusement remercié !

Nos lecteurs retrouveront, dans cette livraison de début 2007, la plupart des titres chroniqués précédemment, en ayant à cœur de se souvenir, toutefois, comme le notait notre Newsletter n° 1 de juin 2006, que « nos moyens sont limités et [que] nous ne pouvons « couvrir » autant de revues que nous le souhaiterions ». Une fois ceci posé, il y a dans cette livraison des nouveautés cependant, les rédacteurs ne se privant nullement du plaisir de rechercher, sur Internet en particulier, des revues qui peuvent offrir articles ou dossiers se rapportant, peu ou prou, à notre champ d'étude : rentrent ainsi des revues littéraires, comme par exemple *Plein chant*, *Théâtre/Public*, *Tissage*, *Belphégor* et *Europolar*, ces deux dernières uniquement numériques.

La Revue des revues est proposée aux lecteurs deux fois l'an, la prochaine sera donc mise en ligne à l'été 2007.

A) REVUES SCIENTIFIQUES OU A PERSPECTIVES SCIENTIFIQUES (histoire, sociologie, science politique, etc.)

*** Actes de la recherche en sciences sociales, n° 161-162, mars 2006, « Cinéma et intellectuels : la production de la légitimité historique »**

Dans ce dossier, deux contributions axés sur les rapports entretenus par les intellectuels communistes et le cinéma. La première est de Frédérique Matonti, « Une nouvelle critique cinématographique » (p. 66-79) et traite de l'évolution de la revue *La Nouvelle critique*, dont l'héritage historico-idéologique est marqué, c'est le moins que l'on puisse dire, par la guerre froide (puisque créée à ce moment là), et qui bascule vers l'avant-gardisme dans les années soixante, au point de « discuter » de la « nature idéologique de la caméra » et de construire, un temps, un front commun de lutte avec *Les Cahiers du cinéma*, avant que ceux-ci ne deviennent franchement maoïstes. Dans le second article (« Un débat en coulisses », p. 80-95), l'historienne américaine Natalie Zemon Davis prend l'exemple du film de Stanley Kubrick, sur un scénario du *blacklisté* Dalton Trumbo, *Spartacus* (1960) pour développer une analyse des « enjeux épistémologiques et heuristiques du travail cinématographique » (présentation du texte, Olivier Christin, Julien Duval, p. 84), lorsque l'Histoire est revisitée par la fiction. Construit à partir des archives de D. Trumbo, l'historienne rappelle que ce film porte la marque d'une période tragique pour nombre d'intellectuels des Etats-Unis (ainsi que pour de nombreux autres citoyens), puisque le scénariste fut une des victimes emblématiques du maccarthysme. On peut également souligner le fait que N. Zemon Davis connaît très bien cette période, puisque le gouvernement des Etats-Unis lui confisqua son passeport de 1952 à 1960 (donc interdiction de sortir du pays et de continuer ses recherches entamées en France, à Lyon) et que son mari passa devant la Commission des activités anti-américaines, fut licencié de l'Université de Michigan en 1954 et fit 5 mois de prison (voir ce témoignage dans son livre *L'Histoire tout feu tout flamme*, Albin Michel, 2004, p. 173-203).

[*Actes de la recherche en sciences sociales*, 14 € le n°, abonnement (4 n° par an) au 52, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris, <http://www.ehess.fr>]

*** Aden. Paul Nizan et les années trente, n° 4, octobre 2005, « Centenaires Nizan, Sartre, Koestler », 357 p. et n° 5, octobre 2006, « Intellectuels, écrivains et journalistes aux côtés de la République espagnole (1936-1939) », 560 p.**

Si l'on fait exception du texte plutôt décalé de Claude Herzfeld, d'une tonalité très anticommuniste, qui fait de Nizan un « chien de garde » du stalinisme et un annonciateur, pas moins, des Khmers rouges de Pol Pot (p. 107-108), on retiendra surtout l'article de Anne Mathieu sur la période très polémiste de Nizan dans *Monde*, à un moment (1935) où cet hebdomadaire fondé par Henri Barbusse épouse une ligne idéologique très orthodoxe : Henri Massis, Drieu la Rochelle, André Maurois l'apprennent à leurs dépens, mais également Panaït Istrati, parce qu'il s'éloigne alors du communisme. L'auteure montre bien que Paul Nizan applique à la lettre la sentence suivante : « Nous vivons dans un temps qui presse chacun de choisir une position politique » (article du 1^{er} août 1935, cité p. 142). Quelques vingt-cinq années plus tard, en 1960, la même virulence anime Jean-Paul Sartre, préfaçant *Aden Arabie* de Nizan (publié en 1931) et s'engageant, dans le même temps par la parole, l'écrit ou les actes, en faveur des luttes de décolonisation. On peut parler, alors, effectivement d'une « ombre dévorante » (titre de la communication d'A. Mathieu, p. 193-209) de Nizan sur Sartre lorsque celui-ci dénonce la gauche, « ce grand cadavre à la renverse, où les vers se sont mis. Elle pue cette charogne » (préface à *Aden Arabie*, cité p. 196). Une très stimulante réflexion de Régis Antoine sur les catégories de « peuple » et de « prolétariat », et un portrait, par Michaël Löwy, de l'artiste surréaliste, lesbienne, trotskyste, provocatrice en diable (tête rasée peinte en rose, habits d'homme) Claude Cahun, arrêtée et déportée en juillet 1944 par les nazis pour distribution de tracts anti-fascistes aux soldats allemands ont également retenu mon attention. Des comptes rendus de lectures et de films terminent cette livraison d'octobre 2005.

Pour le numéro 5, numéro spécial qui ressemble à un livre collectif et non à une revue, tant par la richesse de ses contributions que par son volume, c'est « cette terre

d'Espagne, qui condensa en trois années tous les maux et tous les espoirs du siècle dernier » (A. Mathieu, p. 11) à travers la guerre civile, du côté des intellectuels, qui en constitue le motif. Pas moins de dix-huit contributions, une partie composée de témoignages et de documents ainsi que des comptes rendus d'ouvrages et de films présentent les principaux aspects des engagements intellectuels, sans exclusive : tous les courants idéologiques émancipateurs sont représentés, les communistes orthodoxes, les dissidents, les socialistes, les libertaires ou les simples antifascistes. On regrettera, sans doute, le minimalisme de la partie iconographique, réduite à quelques reproductions : affiche du POUM, hélas non référencée (p. 15), couvertures de brochures ou « une » de journaux, photographie de W. Reuter en 4^e de couverture.

Un article de François Guyot sur Orwell, qui fait de son expérience espagnole la matrice de son antitotalitarisme, débute l'ensemble. Plutôt convenue, cette contribution a le tort, à propos de Marty, de continuer à adhérer à la « légende noire » du « boucher d'Albacete », alors que l'ouvrage de référence de Rémy Skoutelski de 1998 sur les Brigades internationales, *L'espoir guidait leurs pas* (Grasset), avait remis à leur juste place ces accusations issues pour partie de faux ou d'exagérations, et aucunement de sources avérées et fiables, mise au point réitérée en 2005 dans *André Marty. L'homme, l'affaire, l'archive*, de Paul Boulland, Claude Penneret, Rossana Vaccaro (dir.) aux éditions du Codhos. Ensuite, plusieurs articles évoquent la place de la guerre d'Espagne pour les écrivains espagnols, belges (Mathieu Corman, Achille Chavée) ou français (Prévert et Aragon). Avant une série de textes sur les reportages écrits ou photographiques, Miguel Chueca présente une « autre mémoire républicaine », celle du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) à partir d'un ouvrage espagnol (non traduit) d'un ex-militant poumiste décédé en 2005, Ignacio Iglesias. Les reportages de Paul Nizan en Espagne, entre juillet 1936 et juillet 1937, pour *L'Humanité*, *Ce soir* et *Regards* forment la trame de la communication de Anna Mathieu (directrice de publication de *Aden*), avec de très nombreux extraits de ses articles. Le livre de Jean-Richard Bloch *Espagne, Espagne !*, dont il déclarait être le plus fier, les engagements de l'écrivain André Chamson, de la journaliste André Viollis, tous deux de l'hebdomadaire *Vendredi* et celui de Saint-Exupéry, qui passe d'un neutralisme de bon aloi à une sympathie affichée pour la cause républicaine, à partir d'une certaine idée qu'il se faisait du rôle de l'écrivain, sont analysés respectivement par Carme Figuerola, Pierre-Frédéric Charpentier, Anne Renoult (auteure de *Andrée Viollis. Une femme journaliste*, Presses de l'Université d'Angers, 2004) et Olivier Odaert. Enfin, la dernière partie est consacrée aux producteurs d'images, les photographes Robert Capa et Gerda Taro (par Michel Lefebvre), le dessinateur espagnol Helios Gomez (Gabriel Gomez et Caroline Mignot) et les cinéastes Malraux (*L'Espoir*), Joris Ivens (*Terre d'Espagne*) et William Dieterle (*Blockade* avec Henri Fonda), évoqués par Pierrick Lafleur. Parmi les textes retrouvés ou les témoignages, présentés par Charles Jacquier et Anna Mathieu comme une nécessité pour à la fois équilibrer le recueil, d'où l'importance accordée à des écrits libertaires, peu présents dans les articles précédents, et donner un « accès direct à des textes d'époque » (p. 376), citons, par exemple, celui d'un militant atypique, et de ce fait largement ignoré, Jean Bernier (p. 379-393), le témoignage d'un délégué de la célèbre Colonne de fer (CNT/FAI) opposé à leur militarisation (p. 430-433) ou bien, *last but not least*, un reportage de Paul Nizan au quartier général des Milices, à Barcelone, paru dans l'hebdomadaire *Regards* du 20 août 1936 (p. 461-463). Les notes de lectures rendent compte des principaux ouvrages parus sur le sujet, qu'il s'agisse de romans, d'essais militants ou d'ouvrages spécialisés. Au final, si l'on regrette l'absence d'une bibliographie, on ne peut que féliciter l'équipe de chercheurs du GIEN (Groupe interdisciplinaire d'études niziennes, Nantes) d'avoir, par l'élargissement de leur focale (Nizan) contribué à une meilleure connaissance de la diversité des engagements intellectuels aux côtés des Républicains espagnols, même si l'absence, par exemple, du continent américain, constatée et regrettée par le collectif de la revue, lui donne ainsi l'occasion de projeter une autre livraison... dans un futur proche ! (Christian Beuvain)

[*Aden. Paul Nizan et les années trente* c/o Anne Mathieu, 11, rue des Trois Rois, 44000 Nantes, 25 € ce n°, abonnement pour 4 n°, 82 €, www.paul.nizan.free.fr].

* ***Annales. Histoire, sciences sociales*, n° 3, mai-juin 2006, p. 525-749.**

A signaler un article de Delphine Gardey, « Les sciences et la construction des identités sexuées. Une revue critique » où l'auteure se livre à un plaidoyer pour la compréhension du corps comme construit social, à partir, notamment, de la manière dont les médecins se penchent sur le clitoris. Notons la mise en ligne des numéros de la revue, depuis 1975, sur le portail Persée.

[*Annales. Histoire, sciences sociales*, EHESS, 54 Bd Raspail, 75 006 Paris, 6 n° par an, abonnement sur le site www.ehess.fr/editions/revues/Annales/accueil].

* ***Annales historique de la Révolution française*, n° 344, avril-juin 2006/2, « La prise de parole publique des femmes », 288 p.**

Suite à une journée d'études (11 décembre 2004, Université Paris-I), les stimulantes contributions de ce dossier visent à une réévaluation du rôle des femmes durant la période révolutionnaire. Une imposante bibliographie ainsi qu'un article de synthèse de Christine Fauré, la coordonnatrice du volume, font de ce numéro une référence. Deux parties permettent d'ordonner les articles. Dans une première, les contributions portent sur quelques-unes des actrices de la période révolutionnaire : Louise de Keralio-Robert, Thérésia Cabarrus, Pauline Léon, Catharine MacAulay et Mary Wollstonecraft ou encore Eléonora de Fonseca Pimentel. La seconde partie rassemble des textes sur les lieux de parole féminin : les doléances, déclarations ou pétitions (C. Fauré), les pétitions de femmes en faveur d'une réforme révolutionnaire de la famille, « la parole des femmes et la conflictualité pendant la révolution dans le sud-est de la France », les « cercles politiques » et « salons » au début de la Révolution ou encore sur les représentations, avec le texte « Des héroïnes vertueuses : autour des représentations de la pièce Paméla, 1793-1797 ». Un numéro qui fera date.

[*Annales historique de la Révolution française*, 13 € le n°, abonnement (4 n° par an) de 52 € (32 € étudiants), Société des études robespierristes, 17 rue de la Sorbonne, 75231 Paris Cedex 05, www.revues.org]

* ***Anthropologie et sociétés*, n° 29/3, 2005, « Altermondialisation. Quelles altérités ? », 260 p.**

On ne peut que se féliciter du fait que cette revue académique canadienne ne craigne pas de s'intéresser à un thème politique comme celui de l'altermondialisation. Parmi les six articles et l'entretien qui composent ce dossier, on retiendra en particulier deux contributions. Celle d'Alain Bertho qui étudie les formes d'organisation du mouvement altermondialiste, à partir d'une approche ethnographique du fonctionnement des forums sociaux, en particulier celui de Saint-Denis et celle d'Estelle Deléage, assez descriptive, sur la dynamique de l'agriculture durable en France.

[*Anthropologie et sociétés*, www.ant.ulaval.ca/anthropologieetsocietes/index.html., 17 € le n°]

* ***Belphégor, revue électronique*.**

Fondée en novembre 2001, cette revue internationale d'étude des littératures populaires et de la culture médiatique a pour objectif de stimuler les recherches et de faciliter les contacts entre chercheurs, dans un esprit d'interdisciplinarité. Le mode électronique fut choisi pour l'élasticité du mode de publication, qui permet ainsi, selon les rédacteurs, d'échapper aux limitations techniques de tous ordres des revues papiers. L'équipe se compose de chercheurs italiens, canadiens, allemands mais également français, comme Dominique Kalifa (Paris VII) auteure de *L'encre et le sang* (Fayard, 1995) et de *La culture de masse en France* (La Découverte, 2001). Chaque numéro est lisible en six langues, l'accès aux différentes rubriques est simple et une abondante et savante webographie commentée sur le champ d'étude est très précieuse. Pour ceux qui l'ignoraient, le titre est emprunté au roman populaire éponyme *Belphégor* (1927) d'Arthur Bernède (1871-1937). Cet écrivain fut aussi scénariste, en particulier pour le *Judex* de Louis Feuillade en 1916, dont l'adaptation télévisée de 1965, par Claude Barma, avec une Juliette Gréco masquée et voilée de noir, errant dans les salles désertes du Louvre, reste dans

toutes les mémoires quinquagénaires ! Chaque numéro comporte de très nombreux articles savants sur les romans feuilletons, sur les héros de Bande dessinée, etc. ainsi que des notes de lectures ou des appels à contributions pour des colloques. Dans un numéro spécial consacré aux futures Rencontres internationales de 2006-2007 du Centre de recherches sur les littératures populaires et les cultures médiatiques (CRLP) de l'Université de Limoges, une contribution nous intéresse particulièrement, celle de Paul Bleton, spécialiste québécois de la littérature policière, d'espionnage et de western, sur « La Vérité par la fiction : anarchisme et narration populaire ».

[*Belphegor*, <http://etc.dal.ca/belphegor/>]

* ***Bulletin de Promemo (Provence, mémoire et monde ouvrier)*, n°1 (nov. 2003), n° 2 (mai-juin 2004), n° 3 (mai 2004), n° 4 (janv. 2006).**

Très belle présentation pour la revue de l'équipe d'Aix-Marseille du Maitron, emmenée par Robert Mencherini. D'un format 21 x 29,7 sous une couverture rouge du meilleur effet, on trouve un état des travaux sur le mouvement ouvrier dans l'espace provençal, des comptes rendus de lectures, des informations ou encore des témoignages sur une trentaine de pages. Au fil des numéros, on évoquera un article sur les harmonies et fanfares municipales dans le bassin minier de Gardannes (n° 4), les femmes immigrées en grève avant la deuxième guerre mondiale (n° 2), le SNI et la FEN en Mai 68 dans les Bouches du Rhône (n° 2), la CFTC et la CFDT dans le Var (n° 1), des notices à paraître dans la prochaine édition du Maitron (n° 3) ou encore un socialiste varois en Résistance (n° 3). Un bel ensemble qui valorise les recherches les plus récentes et laisse libre cours à des débats sur le mouvement social.

[*Promemo*, R. Mencherini, UMR Telemme, MSH, 5 rue du Château de l'Horloge, BP 647, 13094 Aix-en-Provence Cedex 2. Adhésion 10 € par an]

* ***Cahiers des Amériques latines, « Brésil, Brésils », n° 48-49, 2005/2006, 272 p.***

Ce numéro double des CAL marque la prise de fonction d'une équipe rédactionnelle et d'une maquette en parties renouvelées, désormais sous la direction de l'historien Olivier Compagnon (qui succède à A. Musset). Après plus de 40 ans d'existence, les CAL continuent de scruter rigoureusement l'Amérique latine, alors que « plus que jamais, il semble nécessaire de comprendre cet espace qui fut – et qui demeure – l'objet de tant de clichés ». Ce numéro nous offre ainsi plus de 200 pages d'analyses sur le Brésil et sa diversité : « les Brésils » donc. Parmi une douzaine d'articles à noter particulièrement deux contributions qui pourraient intéresser les lecteurs de *Dissidences*. Le premier de Maud Chirio décrit les « Formes et dynamiques des mobilisations politiques des exilés brésiliens en France (1968-1979) ». Le second, signé par Marie-Hélène Sa Vila Boas, porte sur l'institutionnalisation du Parti des Travailleurs à São Paulo, et ceci vu au travers d'un groupe de femmes militantes. Une approche intéressante pour qui veut comprendre l'évolution actuelle de ce pays-continent, dont le Président Lula – récemment réélu – a soulevé tant d'espairs (frustrés ?) en Amérique latine.

[*Cahiers des Amériques latines*, 25 € ce n°, abonnement (3 n° par an) 42,8 €, La Documentation française, 124, rue Henri Barbusse, 93308 Aubervilliers cedex, www.ladocumentationfrancaise.fr]

* ***Cahiers pour l'analyse concrète, n° 57-58, 2006, « Vocabulaire du politique. Fascisme, néo-fascisme ».***

Très savante livraison de la revue (aux confluents de l'histoire, de la sociologie et de la philosophie politique) du Centre de sociologie historique sur le thème du vocabulaire de l'extrême droite. Ugo D. Rossi (« Le fascisme en tant que catégorie historique ») revient sur la pertinence du terme fascisme : est-il lié à la période de son émergence ou pertinent pour comprendre tous les phénomènes politiques apparentés ? H. Desbrosses présente les représentations communes du fascisme dans la dernière période (1985-1990). D'intéressantes et fournies notes de lecture prolongent les contributions, sur le livre de E. Faye (*Heidegger, l'introduction du nazisme dans la philosophie*), celui de A. Taguieff

(*Prêcheurs de haine*) ou encore la présentation de la thèse de M. Peloille, *La représentation du fascisme dans la presse espagnole de la Marche sur Rome aux accords du Latran*. [*Cahiers pour l'analyse concrète*, Centre de sociologie historique, BP 215, 42 202 Montargis Cedex, abonnement : 2 n° par an, 15 €, 4 n°, 26 €, <http://site.voila.fr/anaconcrete>]

* ***Cahiers du C.E.R.M.T.R.I.*, n° 122, septembre 2006, « Le printemps en octobre »... Pologne – Hongrie 1956 » et n° 123-124, décembre 2006, « L'octobre hongrois de 1956. La révolution des conseils. Récits et souvenirs de Marika ».**

Alors que les médias dominants ont plutôt passé sous silence cette commémoration, le CERMTRI lui consacre pas moins de deux livraisons successives. La première s'inscrit dans une formule fréquemment employée par les *Cahiers*, avec la publication de documents contemporains des événements émanant surtout des principaux courants trotskystes, le Comité international, le Secrétariat international et une Voix ouvrière naissante, avec en contrepoint quelques extraits de *L'Humanité*. La seconde est plus intéressante car totalement inédite. Il s'agit en fait, dans un format plus proche d'un livre que d'une revue, du témoignage d'une militante de l'époque, Marika Kovacs, mis en forme et complété avec l'aide de Liliane Fraysse. Etudiante, membre du Parti communiste hongrois, Marika fit partie du conseil révolutionnaire des étudiants, et devint par la suite trotskyste lors de son exil en France. Après un rappel fort utile sur l'histoire de la Hongrie jusqu'en 1945, Marika Kovacs raconte son enfance paysanne, la mise en place de la domination bureaucratique dans le pays et son engagement au sein du mouvement communiste officiel. Le récit proprement dit des événements de « l'octobre hongrois » est évidemment précieux, son témoignage à la base sur les organes de double pouvoir étant particulièrement développé. Une lecture conseillée.

[CERMTRI, 28 rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris. 4,60 € pour le n° 122 ; 10 € pour le n° 123-124. Adhésion 18,50 € par an (23 € avec droit de consultation et lettre d'information)]

* ***Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 69-70, octobre-décembre 2005, « Regards d'historiens américains sur l'histoire de France ».**

Dans ce dossier, on retiendra la remarquable synthèse de V. E. Thompson : « L'histoire du genre : trente ans de recherches des historiennes américaines de la France ». Dans le prolongement de sa thèse, Caroline Granier offre une contribution portant sur « La représentation terroriste anarchiste dans quelques romans de la fin du XIX^e siècle ».

[*Cahiers d'histoire*, 6 avenue Mathurin Moreau, 75167 Paris Cedex 19, www.espaces-marx.org, 20 € le n°]

* ***Cahiers du monde russe*, n° 46/4, octobre-décembre 2005.**

Intéressant article de Claudie Weill, « La revue *Souremmenye Zapiski* et les socialistes révolutionnaire en exil ».

[*Cahiers du monde russe*, <http://monderusse.revues.org>, 30 € le n°]

* ***Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 30, avril-juin 2006, « Juin 1936 : images de grèves », 112 p.**

Bien qu'il soit organisé autour d'un dossier, ce numéro apparaît assez décousu. De fait, le dossier n'est pas très intéressant. Il s'agit d'extraits de journaux de différentes régions présentant des actualités sur les grèves de mai-juin 36, complétés par quelques documents. Suit une série d'articles sur différents sujets intéressant le mouvement ouvrier : présentation de deux militants bolcheviques, un article de Trotsky sur la révolution en Inde, une contribution sur la révolution de 1848 ou sur le dimanche rouge irlandais. Ce numéro donne une impression d'éparpillement. Même le compte rendu de lecture du livre de Michel Eliard, *Sociologie et corporatisme* apparaît inabouti.

* ***Cahiers du Mouvement ouvrier*, n°31, troisième trimestre 2006, « Pologne-Hongrie 1956 (I) ».**

Tout comme les *Cahiers du CERMTRI*, la revue dirigée par Jean-Jacques Marie consacre plusieurs numéros à la célébration du cinquantième anniversaire des soulèvements de 1956 dans les démocraties populaires. Quelques articles sortent toutefois de ce thème, comme sur Thomas Paine ou avec un article trop court de Marc Teulin s'intéressant à une autre commémoration, celle de « Juin 36 dans les publications du cinquantenaire », sans oublier une mise au point intéressante de Jean-Jacques Marie, « A quoi sert aujourd'hui le « complot des blouses blanches » (1953) ? ». Pour le dossier proprement dit, outre une chronologie (qu'il aurait été utile de compléter par une bibliographie), on a droit à des articles contemporains des événements, de nombreux documents concernant la politique d'intervention de l'URSS en Hongrie (avec en outre un procès-verbal de la réunion du BP du Parti communiste italien du 30 octobre 1956) et un « Appel du Conseil central du Grand-Budapest à tous les conseils ouvriers d'usine, d'arrondissement et de département » qui suffit à lui seul à rappeler les véritables enjeux et objectifs du soulèvement hongrois.

[*Cahiers du Mouvement ouvrier*, Cermtri, 28 rue des Petites-Ecuries, 75 010 Paris, <http://assoc.wanadoo.fr/cermtri>, 8 € le n°, abonnement annuel 29 €]

* ***Clio. Histoire, Femmes et Société*, n°23, 2006, 380 p.**

Ce copieux numéro, coordonné par Thierry Terret et Michelle Zancarini-Fournel, est presque exclusivement consacré aux relations entre femmes et sport. Catherine Louveau revient sur l'exclusion des femmes de cette activité : jusqu'aux années 1950 le sport féminin ne concernait qu'une minorité d'aristocrates et de mondaines, les autres étant plutôt vouées à la perpétuation de l'espèce. Ainsi en Italie fasciste, le sport féminin n'a été promu qu'avec l'objectif d'encourager l'augmentation des naissances (Gigliola Gori). Le sport, plus précisément l'alpinisme, est envisagé par Cécile Ottogalli comme une voie d'émancipation pour les femmes. Car si le sport est une des pratiques les plus efficaces pour reproduire les hiérarchies de genre, il est en même temps un moyen de les questionner et de les faire se déplacer, comme le montre Gertrud Pfister à propos de l'Allemagne. Un numéro passionnant, riche, ouvert sur les pays voisins et surtout ouvrant le dialogue entre spécialistes de l'histoire du sport et de l'histoire des femmes et du genre.

[*Clio. Histoire, Femmes et Société*, abonnement annuel, 38 €, Université de Toulouse-Le Mirail, 5, Allée Antonio Machado, 31 058 Toulouse Cedex 9]

* ***Contemporary French Civilization*, n° 2, été-automne 2006.**

Le compte-rendu d'un ouvrage paru aux Etats-Unis en 2004 nous incite à penser qu'une traduction serait la bienvenue. C'est celui de Michael Scott Christofferson, *French Intellectuals against the Left : The Antitotalitarian Moment of the 1970s*, New York, Berghahn Press. Il s'agit de l'histoire de ce que l'auteur nomme un "moment antitotalitaire", entre 1973 et 1977, scandé par l'œuvre de Soljenitsyne, les écrits des Nouveaux philosophes et la centralité de François Furet. Ce moment qui mit fin, idéologiquement, au grand récit progressiste et émancipateur, retournant ainsi la notion de « table rase » contre les révolutionnaires.

[*Contemporary French Civilization*, Department of French University of Illinois, 2 n° par an, abonnements (28 \$) à Rick Partin, 3072 FLB, 707 S. Matthews, University of Illinois, Urbana, IL 61801]

* ***Contretemps*, n° 16, janvier 2006, « Postcolonialisme et immigration », 184 p.**

Ce dossier thématique de *Contretemps* revient, à partir de la question du postcolonialisme, sur l'année 2005 marquée par les débats autour de la Loi du 23 février 2005, l'Appel des Indigènes de la République et les émeutes de novembre 2005. L'engagement de la revue, affine à une extrême gauche critique (proximité revendiquée entre l'engagement universitaire et l'engagement militant dans les mouvements sociaux), vaut indice de la portée politique du postcolonialisme dans les débats en cours. Des dossiers identiques sont annoncées pour la revue *Multitudes* en octobre 2006, proche des thématiques développées par Toni Négri ; *Politix* annonce un numéro sur la question coloniale en décembre 2006 quand les *Cahiers d'histoire* (liés à Espaces Marx) s'intéressent

à la notion de négationnisme colonial et que *Labyrinthe* se demande s'il faut « être postcolonial ? ». Telles quelles, les contributions de *Contretemps* mêlent donc des interventions de chercheurs et des témoignages (souvent sous forme d'interview) militants. Le questionnement des *Indigènes de la République* forme la clé de voûte de ce dossier coordonné par Sadri Khiari et Nicolas Qualander. C'est en regard des interventions de type universitaire qu'il faut ainsi comprendre les témoignages, lesquels *in fine* plaident pour un *usage politique du postcolonialisme* (Nicolas Qualander, Alix Héricord).

Le dossier s'ouvre par un court article de Mamadou Diouf (*Les études postcoloniales à l'épreuve des traditions intellectuelles et des banlieues françaises*) auquel semble répondre une interview de Sylvie Thénault (*L'historien et le postcolonialisme*). Pour Mamadou Diouf, la difficulté d'écrire une généalogie des études postcoloniales tient à l'éclatement des approches commodément rassemblées sous ce terme. L'impératif d'une réécriture de l'histoire, singulièrement républicaine, serait leur premier point commun. La condition postcoloniale pour lui tient à la tension entre *un présent vécu* et *un passé retenu comme histoire nationale* (d'où l'importance que revêt la question de l'enseignement dans ce contexte). La théorie postcoloniale est une importation relativement récente dans l'historiographie française ; elle s'est nourrie outre-atlantique de la *French theory* (Foucault, Bourdieu, Barthes notamment) et procède des *cultural studies*. En France, le postcolonialisme universitaire s'inscrit dans le sillage de l'histoire culturelle et tend à concurrencer / effacer des analyses plus classiques liées à l'histoire sociale (une grande part du débat sur l'ouvrage collectif dirigée par Nicolas Bancel – *La fracture coloniale* – ressort à cette topique). Face à Mamadou Diouf, la courte interview de Sylvie Thénault note l'intérêt du concept de postcolonialisme qui suppose celui de monde colonial (intégration de la métropole à l'histoire coloniale) mais cerne les difficultés de son usage, notamment dans le problème récurrent de l'usage « déconstructeur » du concept d'identité face à l'universalisme français. Pour ma part, c'est dans la confrontation de ces deux articles que j'entends les autres interventions universitaires. Celle, d'une part de Todd Sheppard sur *Une république française postcoloniale ; la fin de la guerre d'Algérie et la place des enfants dans la V^e République*, celle, ensuite de Laure Pitti sur *les différenciations ethniques et les luttes ouvrières à Renault Billancourt*. La question de l'immigration paraît, dans la configuration historiographique actuelle, le point d'articulation entre les *postcolonial studies* anglo-saxonnes appliquées au cas français et une manière d'entendre l'histoire sociale, proche des approches socio-historique de Gérard Noiriel, Bernard Lahire (peu, sinon jamais, cités). En contrepoint de ces quatre interventions, Saïd Bouhanna rappelle pour ces questions de l'immigration, de colonisation et de domination, l'apport d'Abdelmalek Sayad.

Le dossier se déploie alors autour de la politique des corps, marquée par le concept foucauldien de biopolitique (*Il faut défendre la société*). Le corps, le genre, vaut indice et support de la situation postcoloniale, issue d'une construction coloniale (Myriam Paris, Elsa Durlin, *Genre, esclavage et racisme : la fabrication de la virilité*). C'est notamment en regard du genre et du corps qu'il faut comprendre l'intervention d'Houria Bouteldja (*Féminisme et antiracisme*), porte-parole du *Mouvement des Indigènes de la République* et du collectif des *Blédardes*. S'opposant à la dynamique illustrée par l'essor de *Ni putes, ni soumises*, elle prône l'équivalence des genres, soit ici la solidarité avec les hommes, considérant que les discours sur le machisme arabe, la puissance sexuelle du noir... perpétuent des représentations coloniales (Cf. l'article précédemment cité sur la *fabrication de la virilité*). Derechef, la dénomination politique d'*Indigènes de la République*, qui participe du procédé classique d'une stigmatisation renversée, procède à ses yeux d'une inscription dans les luttes : « *Ce qui nous intéresse, c'est d'abord de réhabiliter notre histoire et surtout de nous inscrire dans le réel, c'est-à-dire nous inscrire dans les luttes de l'histoire anticoloniale, les luttes de nos parents, de nos arrière-grands-parents et de nos ancêtres, qui nous ont effectivement émancipés contre le joug colonial. Par conséquent, nous nous revendiquons en premier des luttes anticoloniales. De toutes les luttes anticolonialistes d'ailleurs : autant celle des indigènes qui ont lutté pour l'émancipation, en tout cas pour la libération, que celle des porteurs de valises. Donc, première chose, on s'inscrit dans les luttes.* » (p. 86). Plus loin, elle conclut par un péremptoire *il y a autre chose que la classe, il y a la race*. L'essentiel dans cet article vaut pour ce qu'il transpose d'une configuration historiographique au

domaine des luttes, et partant ce qu'il dit des mémoires coloniales et républicaines. L'argument de la race peut ainsi se comprendre comme l'antithèse de la logique universaliste, retournant là l'un des fondements de la politique coloniale de la III^e République (Cf. Carole Reynaud-Paligot, *La République raciale*, PUF, 2006). L'intervention d'Houria Bouteldja se complète ensuite de l'article de Philippe Pierre Charles (*Actualité de Fanon en Martinique : une actualité de sommation*) : tous deux soulignent une appropriation politique des *postcolonial studies*, renvoyant ainsi à l'article d'Alix Héricord et Nicolas Qualander (également signataires de *l'Appel des Indigènes*) sobrement titré *Pour un usage politique du postcolonialisme*. En regard de ce questionnement décliné sur le sol national, Jean Nanga rappelle à propos de *la Françafrique les ruses de la raison postcoloniale*.

L'ensemble du dossier vaut pour cette tension entre théorie postcoloniale et usage politique. Cette tension implique, dans la configuration actuelle d'une guerre des mémoires coloniales, que celles-ci, comme l'histoire qu'elles s'approprient ou accusent, sont politiques. Le postcolonialisme ainsi entendu explique autant les réticences de Sylvie Thénault sur son usage par l'historien – user du concept assigne une position politique – que la vigueur des débats un temps articulés autour de l'article 4. Dans la logique postcoloniale, il n'est pas de dépolitisation possible du récit républicain. Par ce lien tissé entre colonisation et immigration, que la parole politique au moment des émeutes de novembre 2005 a donné comme immédiat, le débat sur la question des sociétés postcoloniale glisse en France sur le terrain de l'inculcation des valeurs républicaines. Ce n'est plus alors la colonisation qui fait débat, mais la question républicaine lue comme un apprentissage ; la réactivité du milieu enseignant à l'article 4 de la loi du 23 février 2005 montre alors que l'Ecole et le récit républicain sont au cœur de ces tensions. (Vincent Chambarlhac).

[*Contretemps*, les éditions Textuel, 48, rue Vivienne, 75002 Paris, www.editionstextuel.com, 19 € le n°, abonnement à Textuel, 57 € pour 3 n° par an]

* ***Critique Internationale*, n° 27, avril-juin 2005, « Les altermondialisations », 217 p.**

Quatre articles pour ce mini dossier de la revue de Science Po. Boris Gobille s'interroge sur la transnationalité des activistes impliqués dans le mouvement alter. L. Mathieu se penche sur la constitution du mouvement altermondialiste en France, dont il note qu'il est largement lié à son contexte national. E. Feron essaie d'appréhender la place des altermondialistes dans le mouvement social européen. Enfin, assez original, l'article de E. Cheynis décentre l'angle de vue en s'intéressant à l'espace altermondialiste au Maroc.

* ***Critique Internationale*, n° 31, avril-juin 2006, « Un nouveau radicalisme agraire ? ».**

Un simple signal sur cet ensemble s'intéressant aux mouvements paysans au Brésil, avec le mouvement des « Sans terre », en Pologne, au Zimbabwe et enfin au Népal avec le cas des maoïstes.

[*Critique Internationale*, www.ceri-sciencespo.com, 18,8 € le n°]

* ***Le Débat. Histoire, Politique, Société*, n°141, septembre-octobre 2006.**

Ce numéro consacré au « pessimisme français » note, parmi « les faiblesses intrinsèques » de la politique française : le « multipartisme » (sic), l'individualisme corporatif, le défaut de civisme, la résurgence régulière des démons extrémistes etc. Ces phénomènes rendraient la tâche des dirigeants politiques très difficile. Quelle politique mener : colmater les déficits, adapter une France étatique aux impératifs du marché ouvert ou exaucer les vœux des groupes particuliers ? Voilà la question « existentielle » que posent et se posent les analystes très distingués ici réunis : René Rémond, Michel Winock, Pierre Nora, Jean-Pierre Le Goff, Philippe Raynaud et Stéphane Rozès.

* ***Le Débat. Histoire, Politique, Société*, n°142, novembre-décembre 2006.**

Les articles de ce numéro sont consacrés à la politique culturelle et surtout à l'extrême gauche, véritable objet de fascination pour plusieurs des rédacteurs qui engagent le débat avec Philippe Raynaud, à la suite de la parution de son livre « L'extrême gauche plurielle » (Autrement/Cevipof, 2006, voir notre compte rendu de lecture sur www.dissidences.net). Manifestement, comme l'écrit Marc Lazar, cette question « interpelle,

irrite, fascine voire obsède »... pas au point cependant d'aveugler ce dernier, dont la contribution est de loin la plus intéressante. Le spécialiste de l'Italie qu'il est note en particulier que dans ce pays le passage au terrorisme a disqualifié l'extrême gauche, ce qui n'a pas été le cas en France. Les contributions de Bernard Poulet et de Jean-Pierre le Goff remplacent parfois l'argumentaire par l'invective (« les minauderies populistes de la retraitée du Crédit lyonnais, Arlette Laguiller » ou « le modernisme jeuniste du petit facteur Olivier Besancenot » B. Poulet, p.106). Quant aux intellectuels radicaux, pour Jean-Pierre le Goff, ils ne sont pas « des partenaires respectables avec qui l'on pourrait dialoguer en toute confiance ». Dans sa réponse, Philippe Raynaud se justifie en disant qu'il faut bien s'intéresser à la gauche de la gauche puisque « le cadavre de l'idée révolutionnaire continue chez nous de bouger ».

[*Le Débat*, abonnement : Sodis Revues BP 149, 128, avenue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, 77403 Lagny Cedex, 64 €, www.le-debat.gallimard.fr]

*** *Ecrits d'Ouest, Cahiers d'Histoire régionale, d'art et de littérature*, n° 14, 2006.**

Les revues d'histoire locales ou régionales sont nombreuses mais ne se ressemblent pas toutes, loin s'en faut. L'histoire sociale apparaît souvent comme le parent pauvre de ce type de publication, mais force est de constater qu' *Ecrits d'Ouest* échappe à cette remarque. La dernière livraison de cette revue qui ne paraît qu'une fois l'an accueille une étude d'un des rédacteurs de *Dissidences*, Jean Paul Salles. Il revient assez utilement sur la période, les origines et les prolongements des événements de Mai 1968 dans un département réputé calme la Charente-Maritime et son chef lieu La Rochelle. L'auteur montre que ces événements n'apparaissent pas au milieu de nulle part, les forces de gauche, la conflictualité sociale s'étant développées depuis le début des années 1960 dans ce département, et que Mai 1968 a mis en scène de nouvelles catégories sociales, à commencer par la jeunesse, et des solidarités nouvelles.

Enfin Jean Paul Salles prolonge ses investigations dans les années 1970 à la quête des traces laissées par le « *joli mois de mai* » parmi les ouvriers et les militants. On découvre alors un département prompt à la création de communautés, mais aussi aux luttes antimilitaristes et à l'émergence de nouvelles forces politiques aux résultats encore modestes comme la LCR, mais aussi de personnalités telles que Michel Crépeau (maire radical de gauche de la ville). La lutte des ouvriers métallurgistes de La Rochelle du printemps 1976 clôt en quelque sorte, malgré son échec, cette décennie inédite. A travers ce travail, on entrevoit tout l'intérêt des études locales sur cet événement. Il n'y aura pas eu « un » Mai 68 mais « des » Mai 68 que la célébration du quarantenaire permettra peut être de mettre en lumière.

[*Ecrits d'Ouest, Cahiers d'Histoire régionale, d'art et de littérature*, Société Rochelaise d'histoire moderne et contemporaine BP 33, 97 rue Gambetta, 17002 La Rochelle Cedex, abonnement annuel 13 €]

*** *European History Quaterly*, n° 2, vol. 36, avril 2006.**

L'historien Donald Reid (Université de Caroline du Nord, Chapel Hill) s'intéresse, dans son article "French Singularity, the Resistance and the Vichy Syndrome : Lucie Aubrac to the Rescue" (p. 200-220) à la Résistance, et en particulier au cas des époux Aubrac, qu'il a rencontré en avril 2002 pour ses recherches. Notons que cet auteur travaille actuellement à une biographie de Daniel Guérin.

[*European History Quaterly*, University of London (UK), 4 n° par an, abonnement annuel, 51 £ (ou 90 \$) sur www.sagepublications.com]

*** *Europolar: Le polar européen en ligne de mire*, n° 1, mai/juillet 2005-n° 7, novembre/décembre 2006/janvier 2007.**

Ce site, consacré à toutes les facettes du roman policier européen, propose depuis le printemps 2005 cette revue numérique, qui en est donc à son 7^e numéro (1 numéro tous les trois mois) à ce jour. Les rédacteurs sont tous des spécialistes du roman policier, et nombreux sont ceux qui ont déjà de l'expérience dans la création de sites sur ce sujet, d'où la lisibilité parfaite des diverses parties offertes au lecteur. Parmi ces rédacteurs, signalons

le Français Claude Mesplède, qui travaille maintenant sur le polar depuis trente ans, et a dirigé récemment (2001) un *Dictionnaire des littératures policières*, tome 1 (Joseph K. éditions), que l'on ne peut que recommander, le Belge Etienne Borgers, l'Italien Valerio Evangelisti, qui préfaça le roman le plus autobiographique de Cesare Battisti (*Dernières cartouches*, Joelle Losfeld, 1998) et publia lui-même chez Rivages un excellent roman *Anthracite* (2003) sur les luttes des Molly Maguires parmi les mineurs irlandais de Pennsylvanie (Etats-Unis) au XIX^e siècle, l'Allemande Elfriede Müller etc. Chaque numéro se compose d'un éditorial, d'un dossier, de « news » (festivals, salons, etc.), d'une partie fiction, d'une tribune, de liens et d'archives. Dans les dossiers on trouve des comptes rendus de lectures, y compris ceux de nombreux polars étrangers, puisque les articles sont proposés en 5 langues (français, anglais, allemand, espagnol, italien), des entretiens, la présentation de revues, des articles polémiques, des portraits. J'ai retenu par exemple, pour rester dans la tonalité de notre champ d'étude, le dossier « Classes et lutte », du n° 4 (février/avril 2006) qui comprend un entretien (extrait de la revue ... *Zapruder!*) avec un Italien, Pino Cacucci, qui a écrit sur la photographe révolutionnaire Tina Modotti, sur la Bande à Bonnot, et un article de la romancière française Dominique Manotti (entretien avec elle dans le 1^{er} numéro de cette revue) qui fut membre de la LCR dans sa jeunesse et vient de publier chez Rivages *Lorraine connection*, qui évoque de manière brutale les agissements de Daewoo en Lorraine. Dans le n° 3 (novembre 2005/janvier 2006) il y a un entretien avec Frédéric Fajardie, ancien des Comités Vietnam, lui, qui a écrit *Métaleurop. Paroles ouvrières* (Mille et une nuits, 2003). Dans cette revue, le polar comme retour du refoulé : le révolté, le rebelle, le révolutionnaire.

[www.europolar.eu.com]

*** *French Politics Culture & Society*, n° 1, vol. 24, printemps 2006.**

Dans ce numéro, un court mais dense (comme souvent avec cette historienne) article de Arlette Farge, « Corps et politique: individu et société » (p. 1-7), dans lequel elle nous rappelle que « quelque chose du jeu de la domination » se lit et s'exerce sur les corps, en imposant des attitudes et des usages sociaux et sexués, par delà le désordre et les discordes des collectivités humaines.

[*French Politics, Culture & Society*, Institute of French Studies, New York University, 15 Washington Mews, New York NY10003-6694, 3 n° par an, 140 €, sur www.berghahnbooks.com/journal/fpcs]

*** *Histoire et Sociétés, Revue européenne d'histoire sociale*, n°18-19, juin 2006.**

Tous les articles de ce numéro double sont consacrés au football et à son histoire, Coupe du monde oblige. Il n'est pas si fréquent qu'une publication scientifique se consacre ainsi à l'histoire d'un sport pour ne pas s'en féliciter, d'autant que beaucoup d'articles émanent d'universitaires anglais, allemand, suisse ou argentin. De même les ouvrages dont il est rendu compte traitent du football, montrant qu'un très grand nombre d'universitaires arpentent ce terrain de recherche, dans des directions très diverses et souvent passionnantes. Mais pourquoi dans le même numéro avoir intercalé un cahier d'images sur le Front populaire et surtout avoir consacré à son 70^e anniversaire un éditorial bien maladroit, donneur de leçon, qu'on n'attend pas dans une telle revue ?

*** *Histoire et Sociétés, Revue européenne d'histoire sociale*, n°20, septembre 2006.**

Ce numéro, magnifiquement illustré, introduit par Annie Fourcaut, est consacré au logement social en France, RDA, Italie, Espagne, après la Deuxième guerre mondiale. Notons l'étude de Laure Pitti, historienne chargée de mission à la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, sur les ouvriers algériens dans la Seine durant les années 1950. Souhaitons longue vie à cette excellente revue qui doit impérativement dépasser le cap actuel des 800 abonnés pour pouvoir survivre.

[*Histoire et Sociétés* : abonnement à l'ordre de Pascal Buresi, 24 boulevard Barbès 75018 Paris, 36 € pour 4 n°]

*** *L'Homme. Revue française d'anthropologie*, n° 180, octobre-décembre 2006, 261 p.**

Signalons un très intéressant article (p. 7-42) d'une spécialiste de l'esclavage, Christine Chivallon (Centre d'étude d'Afrique noire, CNRS, Bordeaux), « Rendre visible l'esclavage. Muséographie et hiatus de la mémoire aux Antilles françaises ». Issue d'un colloque comparatif France/Etats-Unis sur la mémoire, le musée et l'immigration (Dickinson College, Carlisle, Pennsylvanie, novembre 2005), la communication de cette auteure étudie l'action patrimoniale à la Martinique, centrée sur la muséographie, angle d'attaque qui ouvre des perspectives inhabituelles. Dans sa conclusion, C. Chivallon, en évoquant les rapports entre « croyances républicaines » et représentations « racialisées », nous ramène à des débats actuels, qui n'ont pas fini de susciter de la parole, publique, instrumentalisée ou bien savante.

[*L'Homme. Revue française d'anthropologie*, Editions EHESS, 19 € le n°, 4 n° par an, service abonnements, 5-7, rue Marcelin-Berthelot, 92 762 Antony Cedex]

*** *International Newsletter of the Communist Studies Online*, n° 19, vol. XII (2006).**

Disponible en ligne, cette volumineuse lettre (plus de 90 pages imprimées) fait le point plusieurs fois par an sur les travaux internationaux concernant le mouvement communiste. Partagée en dix sections, rien n'échappe à sa sagacité. La première section est consacrée à des travaux en cours, la seconde à la question des archives, la suivante aux documents concernant les biographies (dans cette édition, première partie d'un texte de B. H. Bayerlein qui mériterait une traduction en français sur l'Internationale communiste des femmes, 1919-1945). On trouve ensuite des informations concernant les publications, puis les rencontres prévues ou passées, la liste des publications (en français, allemand, anglais, russe, italien et quelques autres langues), une liste des sites, une recension des personnes disparues (Pierre Broué dans cette édition). Une documentation indispensable, en trois langues (allemand, anglais, français. Cette dernière étant très minoritaire)

[*International Newsletter of the Communist Studies Online*, www.mzes.uni-mannheim.de]

*** *The Journal of Social History*, vol. 40, n° 1, fall 2006.**

Il apparaît bien difficile de circonscrire pour le chercheur français en histoire sociale l'ampleur de ses propres lacunes quant aux modes de structuration du monde ouvrier sur le plan international. *The Journal of Social History* permet de corriger en quelque sorte cette faiblesse. Ce numéro est composé de quatre sections (crime et impact social, classe ouvrière, action et répression, autres articles) et d'un nombre impressionnant de comptes rendus de lectures, trente au total. Qui plus est, à l'instar de tous les récents numéros de la revue, elle est mise gratuitement en ligne sur le site www.historycooperative.org.

De ce numéro nous retiendrons tout particulièrement la communication de Steven E. Rowe intitulée *Writing Modern Selves: Literacy and the French Working Class in the Early Nineteenth Century* au sein de laquelle l'auteur s'intéresse aux pratiques d'écriture et de lecture participant à la construction de l'identité ouvrière et aux transformations sociales de cette catégorie spécifique.

Enfin le présent volume invite à la lecture de plusieurs ouvrages dont certains mériteraient sans nul doute une traduction ou une édition française à l'image du livre de James Bennett commenté par Erik Olssen "*Rats and Revolutionaries*": *The Labour Movement in Australia and New Zealand 1880-1940*, mouvement totalement méconnu au demeurant, ou encore celui de Pamela E. Swett publié en 2004 sous le titre *Neighbors and Enemies: The Culture of Radicalism in Berlin, 1929-1933* privilégiant une approche de l'émergence du phénomène nazi, contestable peut être mais novatrice, qui cible en particulier la vie au quotidien des Allemands.

[L'intégralité du numéro est consultable à cette adresse : <http://www.historycooperative.org/journals/jsh/40.1/>]

*** *Labour/Le travail*, n° 57, printemps 2006.**

Cette célèbre revue canadienne spécialisée dans l'histoire du travail poursuit inlassablement son travail de défrichage trimestriel. La dernière livraison, toujours de qualité et librement accessible sur son site Internet donne à lire deux communications qui retiendront notre attention, sur le phénomène gréviste à cinquante années d'écart, tout

d'abord, dans un comptoir postal de Montréal où un syndicat à dominante chrétienne parvient en 1952 à mener une lutte victorieuse au bout de trois mois contre les établissements Dupuis Frères, puis au sein des personnels des établissements de santé en Colombie Britannique ayant participé en nombre (plus de 40 000) à un mouvement inédit entre 2002 et 2004 pour le maintien des conditions de travail et le refus des nouveaux dogmes libéraux. Les très nombreux comptes rendus de lecture donnent encore plus de relief à cette publication.

[L'intégralité du numéro est consultable à cette adresse : <http://www.historycooperative.org/journals/llt/57/>]

*** *Labyrinthe*, n° 24, 2006 (2), dossier « Faut-il être postcolonial ? », 132 p.**

Comme l'indique l'introduction de ce numéro, le dossier interroge de manière critique et scientifique la production des savoirs (et aussi des dogmes) postcoloniaux, en comparant, entre autres, la situation de ces *postcolonial studies* aux Etats-Unis et dans l'hexagone. Un long entretien avec Anne Berger, enseignante à la fois à l'Université de Cornell (New York) et à Paris VIII, permet de présenter la naissance et le développement de ce type d'études aux Etats-Unis. Selon cette enseignante, il règnerait dans les universités américaines une plus grande liberté de recherches, liberté que la réforme LMD et l'intégration des universités françaises aux normes européennes permettraient d'atteindre (n'en doutons pas, de telles positions susciteront débat...). Grégoire Leménager, quant à lui, se demande si la construction d'un « récit national multiculturaliste » (cette fondation a-historique ne peut avoir lieu, rappelons-le, que parce qu'il existe, depuis vingt ans, une démolition planifiée et systématique du récit internationaliste et universaliste marxiste, tant dans l'espace public qu'au sein des institutions scientifiques du savoir) n'a pas pour fonction de (re)jouer une pièce historiquement obsolète, le colonisé (version Indigène) contre le colonisateur. Citons encore l'article de Linda Lehmil sur les politiques éducatives, plus complexes et moins figées qu'il n'y paraît, mises en place par l'Etat colonisateur, à travers les exemples de Madagascar et de l'Algérie, celui d'Anthony Mangeon qui interroge les problématiques de deux véritables spécialistes des *postcolonial studies*, Valentin-Yves Mudimbe et Achille Mbembe, ainsi que ceux de Marc Aymes (exploration à partir de quelques mots-clés) et Laurent Dubreuil (présentation des spécialistes indiens anglophones Gayatri Spivak et Homi Bhabha). Au total, un dossier sérieux et sans fausse note, loin du tumulte médiatique actuel qui n'entoure ces questions que pour mieux les rendre opaques. Signalons que le n° 25 portera sur « La Bande dessinée : ce qu'elle dit, ce qu'elle montre » (Christian Beuvain).

[*Labyrinthe. Revue de recherche et d'expérimentation dans le domaine des savoirs littéraires, philosophiques, historiques et sociaux*, 10 € le numéro, abonnement (4 n°) 33 €, Association Labyrinthe, 86, rue des Gravilliers, 75003 Paris, <http://perso.orange.fr/labyrinthe/accueil>]

*** *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 81, janvier-mars 2006.**

Cet excellent numéro, préparé avec l'Université de La Plata (et sa revue *Socio-historica*), a été publié avec le concours de l'Institut d'histoire contemporaine (IHC) de l'Université de Bourgogne (Dijon). Coordonné par Bruno Groppo et Patricia Flier, il est consacré à l'Argentine de Peron à Kirchner (1973-2003). Les contributions (une douzaine) ont la particularité d'avoir été écrites par des chercheurs argentins spécialistes de cette période mais aussi témoins directs, contraints à l'exil pour plusieurs d'entre eux. Le point est fait sur le péronisme, version argentine du populisme, véritable « casse-tête politique » (B. Groppo), ainsi que sur l'économie d'un pays qui en 30 ans, à l'heure de la mondialisation, a connu une évolution désastreuse. Ne sont pas oubliés les nouveaux types de mouvements sociaux (*piqueteros*, usines autogérées, assemblées de quartier).

*** *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 82, avril-juin 2006.**

Sous le titre « L'histoire face à l'ordre informatique. Classification et histoire », ce numéro publie les actes d'un colloque ambitieux au cours duquel archivistes et historiens s'interrogèrent pour savoir dans quelle mesure l'écriture de l'histoire avait été transformée par l'irruption de l'informatique.

*** Matériaux pour l'histoire de notre temps, n° 83, juillet-septembre 2006.**

A l'occasion du 50^e anniversaire de l'insurrection de 1956 à Budapest (Hongrie), un colloque organisé par la BDIC le 9 octobre 2006 et ce numéro spécial témoignent de l'importante activité de recherche menée par cette institution, en collaboration avec de nombreux universitaires hongrois. Un article précieux détaille les riches trésors documentaires conservés à la BDIC sur cette question.

*** Matériaux pour l'histoire de notre temps, n° 84, octobre-décembre 2006.**

Ce superbe numéro sur « L'internationalisme en question(s) », coordonné par Claudie Weill avec la collaboration de Franck Veyron, fait alterner des articles sur le passé (rôle des militants exilés au XIX^e siècle dans la diffusion de l'internationalisme prolétarien) et sur le présent (altermondialisme), s'intéresse à la figure du docker (Michel Pigenet), à celle du Juif allemand (Enzo Traverso) ou encore à celle du syndicaliste d'Afrique noire (Babacar Fall, Université de Dakar). Pour ajouter à notre plaisir, notons en fin de revue une note de Richard Figuiet sur Maximilien Rubel, dont le fonds est entré depuis peu à la BDIC.

[*Matériaux pour l'histoire de notre temps*, BDIC, 6 Allée de l'Université, 92 001 Nanterre Cedex, abonnement, 50 €, BDIC, www.bdic.fr/materiaux/index.htm]

*** Mil neuf cent, Revue d'histoire intellectuelle, n° 24, 2006.**

Si un numéro spécial de revue universitaire ou militante s'impose sur la question de la Charte d'Amiens, largement célébrée durant l'année 2006, et le syndicalisme révolutionnaire, c'est assurément celui de *Mil neuf cent* qu'il est indispensable de se procurer. La revue publiée par la Société d'Etudes Soreliennes, dont Jacques Julliard est un des principaux animateurs, développe sur plus de 150 pages cet objet de recherche qu'est le syndicalisme révolutionnaire largement méconnu, exception faite des ouvrages militants sur le sujet. L'intérêt de ce numéro réside dans la multidimensionnalité des approches. Si Alain Chatriot accorde un papier à Maxime Leroy, juriste proche des syndicalistes révolutionnaires et partisan de la réforme sociale, trois contributions s'attachent à restituer la réalité, le développement et les enjeux de cette « famille agitée » que ce soit en Europe, en Italie ou en France. Il est en effet rare de disposer de comptes rendus de recherche sur le syndicalisme révolutionnaire en dehors des terres française ou espagnole. Cette livraison apporte donc une sérieuse contribution à la connaissance de ce phénomène.

Daniel Lindenberg essaie de son côté, en suivant les usages qui ont été fait de cette fameuse Charte au XX^e siècle de comprendre comment celle-ci a pu devenir un objet mythifié largement transformé et récupéré pour justifier tous les choix de ruptures ou de convergences syndicales. Enfin, Jacques Julliard dans une copieuse introduction au sein de laquelle il reprend une partie de ces travaux de jeunesse s'interroge sur les raisons socio-économiques mais aussi morales qui ont rendu possible une telle Charte et la domination dans le paysage français d'un courant idéologique, le syndicalisme révolutionnaire, celui-ci ayant perdu indéniablement de son aura.

[*Mil neuf cent, Revue d'histoire intellectuelle*, Société d'études soreliennes, 5, rue Las Cases, 75007 Paris, revue1900@ehess.fr, 18 € le n°, abonnement pour deux n° (pour les particuliers), France 29,50 €, <http://www.revue1900.org/welcome/index.php?accueil=1>]

*** Modern & Contemporary France, n° 1, vol. 14, février 2006.**

On retiendra dans ce numéro, la contribution de Alex Hughes, « Bodily Encounters with China : On Tour with *Tel Quel* » (p. 49-62), qui retrace le voyage en Chine populaire de la rédaction de la revue *Tel Quel*, en 1974. L'auteur analyse également deux ouvrages, celui de Marcelin Pleynet, *Le voyage en Chine*, et *Les samouraïs*, roman (1990) de Julia Kristeva. Une pièce à verser au dossier, encore peu fourni, des études sur le maoïsme en France.

[*Modern & Contemporary France*, revue de l'Association for the Study of Modern & Contemporary France, abonnement de 4 n° par an, 166 €, www.asmcf.org]

*** Le Mouvement social, n° 215, avril-juin 2006.**

Dans un article intitulé « Mobilité affinitaire et mouvement sportif ouvrier : l'itinéraire de Rosette Guérard (1924-1950) », Fabien Sabatier propose, à travers le cas d'une militante ouvrière, d'offrir une lecture historique novatrice (par la dimension affinitaire) dans le domaine, encore peu exploré (malgré sa propre thèse sur la FSGT en 2003) du mouvement communiste sportif.

[*Le Mouvement social*, les Editions de l'Atelier, abonnement (4 n° par an), 44 €, service abonnements, ACO, 7 rue Paul-Lelong, 75002 Paris]

*** *Nouvelles FondationS*, n° 2, 2006, « Pensées politiques », 176 p.**

Le titre *Fondations* ayant déjà été déposé, la revue est titrée à partir de ce n° 2 *Nouvelles FondationS*. Le dossier est consacré aux rapports entre les sciences humaines et la politique. Le lecteur y trouvera quelques pages sur le thème de l'insécurité (L. Mucchielli, V. Le Goaziou), une réflexion sur la fameuse loi de février 2005 par deux historiens (G. Noiriél, N. Offenstadt), des approches scientifiques sur les sciences humaines (entretien avec M. Godelier, articles de H. Desbrousses et N. Mayer) et surtout, ce qui devrait « interpeller » une partie du lectorat de *Dissidences*, l'article de la chercheuse Nathalie Ethuin sur la formation des militants communistes, hélas seulement sur les trente dernières années (p. 49-57). La partie « Archives » présente, sous la houlette de B. Frederick (rédacteur en chef de la revue) des lettres (1929-1930) de Barbusse aux écrivains soviétiques, à propos de sa revue *Monde*, provenant des archives du Komintern. L'intérêt pourra également se porter sur l'article de Artemy Vladimirovitch Magun (« Le concept de révolution négative ») ou celui de Denis Fernandez Recatala, à propos de l'Espagne de 1931.

*** *Nouvelles FondationS*, n° 3-4, 2006, « Intellectuels et communisme », 285 p.**

Fort volumineux double numéro, paru courant décembre, pour conclure l'année 2006, de cette revue (éditée, rappelons-le, par la Fondation Gabriel Péri) avec de très nombreuses contributions autour d'un dossier qui retient naturellement toute notre attention. A défaut d'avoir eu le temps de tout lire, on retiendra la présentation par Bernard Pudal d'une note (inédite) de Althusser à Henri Krasucki, dirigeant syndical et responsable des intellectuels au Bureau Politique, un entretien avec Edgar Morin, pratiquement un demi-siècle après qu'il ait quitté le PCF, intitulé « J'ai chevauché le siècle, j'étais au Parti communiste ... », un article sur Boukharine, une table ronde entre F. Matonti, A. Casanova et B. Frédéric ou encore un papier de Pierre Juquin sur Aragon (décidemment, les ex- trouvent toute leur place dans cette revue). Michaël Löwy est également présent avec un article sur Lukacs, ainsi que Jean Vigreux qui présente les rapports entre Waldeck Rochet et les intellectuels. La partie consacrée aux archives présente cinq lettres de Romain Rolland à Staline.

[*Nouvelles FondationS*, Fondation Gabriel Péri, Collectifs des éditeurs indépendants, 3 rue de Plaisance, 75014 Paris, 15 € le n° 2, 25 € ce n° 3-4, abonnement, 45 € (25 € pour les chômeurs et les étudiants)]

*** *Parlement(s), Histoire et Politique*, n° 6, décembre 2006, « Socialistes au Parlement ».**

Cette revue du Comité d'histoire parlementaire et politique (CHPP), est fondée en 2003 par des universitaires (avec un « noyau dur » issu de l'Université d'Orléans, dont le président du Comité, Jean Garrigues) qui obtiennent le soutien de l'Assemblée nationale et du Sénat. Cette revue se donne pour objectif une meilleure connaissance des structures, des protagonistes, des lieux et des enjeux du parlementarisme français. Elle est ouverte aux chercheurs, aux enseignants, étudiants, élus et à tous ceux qui sont intéressés par cette histoire politique des parlements. *Parlement(s)* est pilotée par Noëlline Castagnez, qui publia en 2004 aux Presses universitaires de Rennes *Socialiste en République. Les parlementaires SFIO de la IV^e République* (voir prochainement le compte rendu de lecture sur www.dissidences.net) ouvrage issu d'une thèse soutenue en 2002 et se trouve partenaire de centres de recherches ou de bibliothèques, telles la BDIC de Nanterre ou l'OURS. Le CHPP vient de co-organiser le colloque « Front populaire, chocs et contre-chocs (1934-1940) », du 4 au 6 décembre 2006, au Sénat. Le numéro zéro de *Parlement(s)* paraît en 2003, intitulé

« Faut-il tourner le dos à la politique ? » (en ligne sur www.parlements.org). Dans le numéro 5 de juin 2005, sur « Monde rural et politique en Europe (XIX^e-XX^e siècles) », signalons un article de Jean Vigreux (Université de Bourgogne) sur la politisation des campagnes françaises entre 1914 et 1939. Le numéro 6 de décembre 2006, coordonné par N. Castagnez, propose les actes de la journée d'études (CHPP) du 12 décembre 2005, « Socialistes au Parlement », sur l'acclimatation de la culture socialiste au « jeu parlementaire ». Un compte rendu critique de ce numéro, que nous venons juste de recevoir, sera mis en ligne dans la prochaine livraison de notre Revue des revues.

[*Parlement(s), Histoire et Politique*, 14,25 € le n°, abonnement, 2 n° par an plus un hors série, 45 €, Noëlle Dauphin (CHPP), 6, Place Royale, 78000 Versailles, <http://www.parlements.org>]

* ***La Pensée*, n° 345, janvier-mars 2006, « La nouvelle Droite », 160 p.**

Jean-Yves Camus propose un bilan provisoire de cette école de pensée dont on sait, depuis les recherches novatrices de P.-A. Taguieff, qu'elle emprunte largement au corpus de la gauche. G. Michelat et M. Simon, dans le prolongement de leurs travaux, proposent une analyse des appartenances de classes et du vote FN. S. Tissot et P. Tevanian reviennent sur la manière dont le discours ambiant contribue à une « lepénisation » des esprits. Enfin, J.-Y. Camus fait état d'une bibliographie très complète (français, anglais, espagnol, allemand et même flamand) sur la Nouvelle droite. Ajoutons que la revue lance une association des Amis de la Pensée et qu'une mise en garde est faite contre le site www.lapenseelibre.org animé par des membres dissidents du comité de rédaction, qui ont lancé une nouvelle *Pensée* (avec B. Drewski, G. Labica, D. Losurdo entre autres).

[*La Pensée*, 6 av. Mathurin Moreau, 75 167 Paris Cedex 19, www.espaces-marx.org/lapensee/, 18 € le n°]

* ***Plein chant, Revue erratique de littérature*, n° 81-82, printemps 2006.**

Ce numéro double et très documenté est consacré à une figure singulière de ce qu'il est convenu d'appeler l'anarchisme individualisme, Zo d'Axa, pseudonyme d'Alphonse Gaillaud de la Pérouse. Essentiellement connu pour l'animation de *L'En-Dehors*, journal relativement célèbre au tournant du siècle pour ses positions anticléricales, anti-syndicalistes, partisan d'autre part de l'amour libre, du néo malthusianisme et du retour à une vie harmonieuse, qui accueillait également les contributions de Darien, Franz Fénéon ou Octave Mirbeau, ce militant anarchiste participe aux nombreux débats intellectuels et militants de la fin du XIX^e siècle.

Le numéro spécial est scindé en deux parties. On trouve tout d'abord une biographie réalisée par la petite fille de Zo d'Axa, Béatrice Arnac, assortie de nombreuses citations et prises de position du pamphlétaire anarchiste lui-même, de témoignages de contemporains mais aussi de clichés photographiques, peintures, et autres gravures rendant particulièrement agréable et ludique la lecture de ce numéro. La seconde partie est constituée de plusieurs textes emblématiques. Enfin un ultime article recontextualise *L'En-Dehors* et les différentes publications de Zo d'Axa dans ce que l'auteur dénomme « l'âge d'or de la presse libertaire des années 1890 ».

Une lecture de *Plein Chant* s'impose pour qui veut pénétrer la pensée très singulière de ce courant idéologique.

[*Plein chant, Revue erratique de littérature*, imprimée et éditée à Bassac, 16 120 Châteauneuf-sur-Charente, 20 € le n°]

* ***Politix. Revue des sciences sociales du politique*, vol. 19, n° 75, 2006.**

Centré sur la question des dispositifs participatifs et coordonné par Loïc Blondiaux et Dominique Cardon, ce numéro de *Politix* tente de dépasser deux attitudes, deux postures universitaires quant à cet objet de recherche pour lequel les universitaires adoptent un certain cynisme ou bien un optimisme affiché. Les promoteurs de ce numéro visent quant à eux à fournir une troisième voie en privilégiant notamment une approche « internaliste » de ce phénomène et de contribuer à la construction d'un véritable objet sociologique à part entière. Aussi plusieurs contributions apportent des éclairages et des questionnements

novateurs sur les processus participatifs. Le lecteur de *Dissidences* sera particulièrement attentif à l'article d'Emilie Biland, doctorante, qui prend pour cadre d'analyse la « banlieue rouge » et en particulier la ville de Gennevilliers sur le long cours entre les années 1960 et 2000 et les modes d'appropriation et d'utilisation des dispositifs participatifs tant par les élus locaux communistes que les nouveaux groupes sociaux qui tendent à supplanter les anciennes formes de participation engagées ayant longtemps subsisté.

* ***Politix. Revue des sciences sociales du politique*, vol. 19, n°74, 2006.**

« Impostures », le thème choisi par les coordinateurs de ce dossier, à savoir Vincent Denis et Pierre Serna, ne se laisse pas définir aisément. Il s'agit pour eux de s'interroger sur les conditions de réappropriation ou de reconstruction des identités individuelles ou collectives alors même que les Etats modernes ont constitué un ensemble théorique et pratique de contrôles sur les catégories, à commencer par la personne, ce que les papiers d'identités expriment certainement le mieux. Les différents chercheurs déclinent en fonction de leur objet de recherche cette passionnante thématique largement initiée par Gérard Noiriel il y a déjà près de quinze ans. Un article nous intéressera tout particulièrement ici. Sous la plume de Dominique Linhart, sociologue des « épreuves d'Etat » nous disposons d'une étude très fournie sur « l'agir clandestin » des organisations révolutionnaires durant les « années de plomb » allemandes et les effets limites sur le modèle démocratique que souhaitaient incarner les pouvoirs publics. Il est permis de ne pas aboutir tout à fait aux mêmes conclusions que l'auteur (L'Etat ouest-allemand, au lieu d'apparaître comme un Etat fasciste comme le désiraient les organisations d'extrême gauche, aurait au contraire « renforcé son caractère démocratique ») mais cette contribution a largement le mérite d'initier des réflexions et des débats qui ne pourront être que féconds.

[*Politix, Revue des sciences sociales du politique*, Editions Armand Colin, 11-15, rue Pierre Rigaud, 94207 Ivry-sur-Seine Cedex, 20 €, abonnements 4 n°, 59 €, www.armand-colin.com]

* ***Problèmes d'Amérique latine*, n° 60, printemps 2006.**

Le Venezuela est au sommaire de ce numéro, avec un article de Alejandro Gomez, « L'épée du Libertador dans l'idéologie des révolutionnaires bolivariens » (p. 95-114). Si l'on passe outre à un ton trop agressivement anti-Chavez pour ne pas relever d'une polémique inutile et non scientifique, l'article se révèle extrêmement intéressant. L'auteur, en effet, nous propose une analyse culturelle de l'objet « épées de Bolivar », symbole de l'identité nationale dans les imaginaires politiques des révolutionnaires du continent sud-américain. Il étudie la circulation de cette symbolique, à travers le culte des héros au XIX^e siècle, jusqu'à sa ré-utilisation par les mouvements de guérilla, au point que le groupe M-19 de Colombie vola une de ces épées au Musée de Bogota ! Ces épées, glaives purificateurs qui tranchent entre le Bien et le Mal, archétypes de la lutte des opprimés et attributs eschatologico-politiques sont actuellement habilement mises en avant par Hugo Chavez.

[*Problèmes d'Amérique latine*, 20 € le n°, abonnement 1 an (4 n°) 70 €, 1, rue d'Uzès, 75002 Paris, www.choiseul.info]

* ***Quaderni*, n° 60, printemps 2006.**

Dans ce numéro, un article du sociologue R. Rieffel, « La critique culturelle, positionnement journalistique ou intellectuel ? » (p. 55-64) qui retrace l'évolution de cette critique culturelle.

[*Quaderni*, 15 € le n°, abonnement (3 n° par an) de 40 € (34 € étudiants), Editions Sapientia, 89-93, avenue Paul Vaillant-Couturier, 94250 Gentilly, <http://quaderni.univ.paris1.fr>]

* ***Revue française de science politique*, n° 5, volume 56, octobre 2006.**

Retenons l'article de J.-C. Graz sur les « hybrides de la mondialisation ». L'auteur de *La gouvernance de la mondialisation* (La Découverte, 2004) émet l'idée de l'avènement du rôle croissant « d'acteurs hybrides » dans le processus de mondialisation néolibérale. Il s'agirait d'organismes issus du secteur privé et non élus par les citoyens, participant à la « déterritorialisation de la souveraineté ». Participant pleinement à la transformation des formes de pouvoir au sein de l'espace mondial, où se croisent les logiques endogènes des

Etats avec celles exogènes du capitalisme transnational, ces « acteurs hybrides » incarneraient de nouveaux sujets investis d'autorité. Ce papier est avant tout théorique ou conceptuel, il aurait été peut-être plus constructif de le mettre en lien avec des organismes réellement existants, afin d'illustrer le propos de l'auteur.

*** *Revue française de science politique*, n° 6, volume 56, décembre 2006.**

Deux articles attireront l'attention dans cette livraison de la RFSP. Tout d'abord celui de P. Juhem, Maître de conférences à l'Université de Strasbourg, sur « la production notabiliaire du militantisme au PS ». L'auteur se base sur un travail de dépouillement des votes internes du Parti socialiste lors des congrès de Dijon, du Mans et à l'occasion du référendum sur le traité européen. Il explique le processus de construction d'une majorité partisane et surtout comment les notables socialistes, grâce à leur contrôle de nombreuses mairies et des grandes fédérations du parti, cherchent à renforcer leur maîtrise de l'appareil et leur pérennisation à la tête du PS. Il montre également « les contraintes d'occupation des institutions » et comment cette institutionnalisation pèse sur l'orientation politique d'un parti. Au moment où l'effet « Ségolène Royal » a permis à cette dernière de venir la candidate socialiste, cette analyse est intéressante. B. Giraud quant à lui rappelle le dédain de la science politique pour le monde du travail et l'action syndicale, alors que paradoxalement se multiplient les recherches et les théories sur l'action collective : l'université tend « à occulter les pratiques protestataires propres au monde du travail ». Sa recherche doctorale vise au contraire « les difficultés, rationalisation et réinvention du recours à la grève dans les stratégies confédérales syndicales » en France. Rappelant le déclin tendanciel de l'usage de la grève depuis 1970 jusqu'à nos jours, il décrit un redéploiement du « registre d'action gréviste » mis en place par les « entrepreneurs syndicaux » (sic). Face à une « restriction du champ des possibles », accentuée par le poids de la division syndicale, il cherche à décrypter les logiques à l'œuvre expliquant les conditions de réactivation de la grève en France. A propos de cette revue, signalons que 5586 contributions des 279 n° de 1951 à 2002 se trouvent en ligne sur le portail des sciences humaines Persée.

[RFSP, Fondation Nationale des Sciences Politiques, 27, rue Saint-Guillaume, 75337 Paris Cedex 07, 21 € le numéro, abonnement pour 6 n° par an, 69 €, www.sciences.po.fr ou www.afsp.msh-paris.fr].

*** *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 53/2, avril-juin 2006, 237 p.**

Cette livraison consacre un important volume de comptes rendus sur l'histoire soviétique, dont en particulier deux numéros des *Cahiers du monde russe*, vol. 40 (1-2), janvier-juin 1999 consacré au dossier « Archives et nouvelles sources de l'histoire. Une réévaluation » et vol. 39 (1-2), de janvier-juin 1998, « Les années 30. Nouvelles directives de recherches ».

[*Revue d'histoire moderne et contemporaine*, Editions Belin, 8 rue Férou, 75278 Paris Cedex 06, 25 € le n°]

*** *Revue d'histoire nordique/Nordic Historical Review*, n° 1 (décembre 2005) et n° 2 (octobre 2006).**

Cette nouvelle revue bilingue (français / anglais) s'intéresse à la partie septentrionale et européenne de la Baltique, espace encore malheureusement marginal dans l'historiographie française. La *Revue d'Histoire Nordique* entend donc combler un vide, s'appuyant sur le dynamisme de ses fondateurs qui traduisent des travaux inconnus du public français et signalent les colloques, les thèses et les Masters portant sur l'histoire de cet espace. La revue embrasse semble-t-il l'ensemble des périodes historiques, même si les trois premiers dossiers concernent les périodes moderne et contemporaine.

La thématique du n°1 porte sur Industrialisations et sociétés en Europe du Nord. On retiendra de ce dossier pour *Dissidences* l'article de Pertti Haapala, « Courte histoire de l'Etat providence finlandais », qui montre comment, malgré l'horizon néo-libéral européen, le welfare-state demeure un acquis et un progrès défendu par les Finnois. Davantage lié à la problématique de *Dissidences*, la contribution en *Varia* de Irma Sulkunnen (« Mouvement tempérant et naissance des organisations ouvrières en Finlande ») analyse la manière dont

la lutte contre l'alcoolisme structura jusqu'en 1905 les organisations ouvrières, permettant la mobilisation d'une population encore attachée au monde agraire autour d'objectifs plus directement politiques comme le suffrage universel. S'esquisse ici une part de la diversité qui caractérisait notamment la II^e Internationale. Enfin, il faut pour ce premier numéro saluer la richesse des comptes-rendus qui ouvrent autant de fenêtres sur ces sociétés, montrant qu'elles ne sont pas une « province reculée » de l'historiographie mais qu'au contraire leur analyse, bâtie sur des problématiques voisines des thématiques anglo-saxonnes ou françaises, enrichit la lecture. Ainsi notamment du compte rendu de l'ouvrage Asa Linderborg, *Les sociaux démocrates écrivent l'histoire. L'écriture de l'histoire comme support idéologique du pouvoir 1892-2000*. Appuyé sur des concepts gramsciens, l'auteure revisite l'étude de la sociale démocratie suédoise provoquant le débat, la polémique mais démontrant le poids d'une force politique dans l'écriture de l'histoire utilisée ensuite comme arme. Ce détour par la Baltique ne peut que nourrir les analyses actuelles sur le parti socialiste français.

Cette invite à la confrontation prend de l'ampleur avec le second volume de la *Revue d'histoire nordique* consacré à l'Europe du Nord et la Révolution française. Les articles portent sur la réception de la Révolution en Norvège, au Danemark, dans les provinces baltes mais aussi sur le règne de Bernadotte en Suède-Norvège. Antti Kujala clôt ce dossier en montrant comment l'influence de la Révolution française s'étend jusqu'en 1905 en étudiant la grande grève politique de 1905. La richesse du sommaire du dossier se redouble à nouveau de comptes rendus étoffés, portant notamment sur l'ouvrage de Tauno Saarela sur « *La volonté du peuple* », *le journal des travailleurs du nord de la Finlande*. Au total donc, un second numéro qui continue à enrichir la connaissance de cet espace. Le numéro trois portera sur les Crises nationales et les indépendances de la mer du Nord à la Baltique. (Vincent Chambarlhac)

[*Revue d'histoire nordique/Nordic Historical Review*, pôle européen Jean Monnet, UTM, 5, Allée Antonio Machado, 31058 Toulouse Cedex 09, 20 € le n°, abonnement 2 n°, par souscription, 40 €]

*** *Revue d'histoire de la Shoah*, n° 185, juillet-décembre 2006, Revue du Centre de Documentation juive contemporaine et du Mémorial de la Shoah.**

Ce numéro volumineux (580 p.) est destiné à faire le point sur les Conseils juifs dans l'Europe allemande. Nous connaissons la charge de Michel Rajsfus contre l'UGIF, Union générale des israélites de France (*Des Juifs dans la Collaboration*, EDI, 1980), mais la contribution de Michel Laffitte (par ailleurs auteur de *Un engrenage fatal. L'UGIF face aux réalités de la Shoah*, Paris, Liana Levi, 2003) se veut moins accusatrice. Il a cependant du mal à nier que le légalisme des notables de l'UGIF n'ait pas contribué à paralyser la combativité des Juifs, même si cette façade légale a permis un temps de sauver des enfants juifs. Malheureusement certaines de ces maisons d'enfants ont été de véritables souricières. Sont passés successivement en revue l'Association des Juifs en Belgique, la Reichsvereinigung en Allemagne, les conseils juifs de Varsovie et de Hongrie, celui de Vilnius (par Henri Minczeles). Une somme sur cette question douloureuse.

[*Revue d'histoire de la Shoah*, abonnement, 17, rue Geoffroy-l'Asnier, 75 004 Paris, 1 année, 43 €]

*** *La Revue historique*, n° 637, janvier 2006.**

De cette parution de références nous retiendrons surtout ici l'article de Michel Cahen, spécialiste de l'histoire de l'Afrique lusophone et qui interroge une notion et un concept prisés par l'extrême gauche i.e. les luttes de libération nationale. A partir de l'exemple du Mozambique, ex-colonie portugaise, il interroge les processus historiques et les discours idéologiques autour de la « lutte d'émancipation anticoloniale » et du « mouvement de libération nationale ». Pour l'auteur, il importe de ne pas plaquer deux concepts forgés au sein des pays occidentaux sur des situations non statiques et très différentes. Enfin, il insiste sur les amalgames fréquents entre anticolonialisme et nationalisme générant nombre d'erreurs d'interprétations, que les analyses sur des espaces restreints viennent aisément

contre- balancer.

*** *La Revue historique*, n° 639, juillet 2006.**

Le dossier central de ce numéro est consacré au thème des rapports entre religion et société. Si tous les articles n'intéresseront pas de prime abord le lecteur de *Dissidences*, il convient cependant de conseiller l'article de Laurent Joly sur l'Action Française. Cette organisation monarchiste a déjà bénéficié de nombreux travaux mais l'auteur souligne que la question de l'antisémitisme dans la prose de l'organisation de Charles Maurras n'a pas été étudiée à sa juste valeur. Laurent Joly revient donc sur la structuration de ce discours et de cette théorie alliant nationalisme et antisémitisme à la lumière d'évènements fondateurs, l'affaire Dreyfus en tête.

Pour l'auteur, l'antisémitisme est une donnée structurante de l'Action Française qui théoriserait un « antisémitisme d'Etat ». Si un discours nuancé est perceptible à l'égard des autres communautés religieuses à l'image du protestantisme, celui sur les juifs constitue un invariant après guerre en considérant ces derniers comme le « véritable ennemi de l'intérieur ». Tout un programme.

[*La Revue historique*, 65, rue Jacob, 75006 Paris, 26 €, abonnement 4 n° par an, http://www.puf.com/Serial.aspx?serial_id=000264]

*** *Revue du Nord, Histoire Nord de la France, Belgique, Pays Bas*, tome 88, janvier-mars 2006.**

Cette revue d'histoire locale, à vocation scientifique et qui fêtera d'ici quelques années son centenaire, tente de défricher trimestriellement l'épais manteau de l'histoire de cette région. Ce numéro offre trois communications relatives à la Commune de 1871 dans la région du Nord. Jessica Dos Santos revient utilement sur les réactions de la population de Lille face aux nombreuses mutations politiques et stratégiques, et en premier lieu la guerre de 1870 et bien entendu à la Commune de Paris de 1871.

Jean Marc Guislin restitue en quelques pages le parcours du poète Rimbaud qui partage cette période tourmentée avec les Douaisiens et qui sous l'influence entre autre de son professeur Izambard adhère aux thèses communardes quelque peu à contre courant de cette population qui apparaît soulagée du retour à l'ordre dans la capitale et de l'arrivée de Thiers.

[*Revue du Nord, Histoire Nord de la France, Belgique, Pays Bas*, Université Charles-de-Gaulle Lille 3, B.P. 60 149 59653 Villeneuve-d'Ascq Cedex, revue-du-nord@univ-lille3.fr, <mailto:Revue-du-Nord@univ-lille3.fr> 16,25 € le n°, <http://www.univ-lille3.fr/revues/rdn/>]

*** *Ridiculosa*, n° 12, décembre 2005.**

Cette revue publiée par l'équipe de l'EIRIS (Equipe interdisciplinaire de recherche sur l'image satirique, Université de Bretagne Occidentale, Brest) consacre ses recherches dans le présent numéro à la caricature et ses liens avec la publicité.

Le dossier est divisé en deux parties. Seule la deuxième, intitulée « La caricature au service de l'anti-publicité » retient ici notre attention. Plusieurs contributions viennent rappeler que la caricature a été utilisée depuis le milieu du XIX^e siècle au moins, contre la marchandisation et les images véhiculées par les publicités, à l'image du caricaturiste Dammeir dont le parcours est exploré par Rudolf Joscher. Thomas Kunning s'interroge quant à lui, en s'appuyant sur une démarche comparative entre *Hara Kiri*, célèbre journal français, et *Pardon* publication allemande, sur les raisons de la plus grande critique des publicités dans les publications françaises que dans celles d'outre-Rhin. Enfin un article de Scylla Murel pose la question de l'émergence des mouvements « anti-pub » de ces dernières années qui s'inscrivent par delà leur apparence de nouveauté dans une longue histoire ou se mêlent critique de l'humour véhiculé par les publicités visant à rendre le produit plus sympathique ou consommable et la lutte contre la privatisation de l'espace public.

[*Ridiculosa*, Jean Claude Gardes, Université de Bretagne Occidentale, Faculté des Lettres et Sciences Sociales Victor Segalen, 20, rue Duquesne, BP 814, 29 285 Brest Cedex, 13,5 € le n°, gardes@univ-brest.fr]

* ***Siècles. Cahiers du centre d'histoire « Espaces et cultures » (CHEC), n° 23, octobre 2006, « Mémoires et miroirs de la Révolution française », 104 p.***

Attaché à l'histoire des pratiques culturelles, le CHEC de l'Université de Clermont-Ferrand publie ses Cahiers depuis 1995 (n° 1). Sous la direction de Mathias Bernard, la dernière livraison offre six articles, dont la centralité tourne autour d'une mémoire révolutionnaire réactivée, modifiée ou instrumentalisée, dans un contexte de renouvellement historiographique. La communication la plus proche des thématiques de *Dissidences* est celle de Jean-Numa Ducange, « Karl Kautsky et le centenaire de la Révolution française ». Parmi les dossiers des années précédentes (que l'on peut commander) retenons le n° 8 (octobre 1998) sur les identités militantes, et surtout le n° 11 (octobre 2000, 196 p.) intitulé « Engagements politiques », avec des articles sur le communisme à la Libération dans les mines de la région (Laurent Doussin) ou sur les structures et le militantisme du PCF en Puy-de-Dôme au début de la V^e République.

[*Siècles. Cahiers du centre d'histoire « Espaces et cultures »*, Presses universitaires Blaise Pascal, Maison de la recherche, 4, rue Ledru, 63 057 Clermont-Ferrand Cedex 1, 11 € le n°, abonnement, 2 n° par an, 17 €, <http://maison-recherche.univ-bpclermont.fr>]

* ***Théâtre/Public, n° 181, 2006, « Le théâtre dans le débat politique », 116 p.***

Publication des actes du colloque « Le théâtre dans le débat politique », tenu en 2005 à Cerisy-la salle. Deux axes structurent les articles : une présentation d'expériences originales (en particulier sur les théâtres hébreu et palestinien en Israël) et une réflexion historique. On retiendra plus particulièrement la contribution de Lénor Delaunay dédiée au « Théâtre ouvrier révolutionnaire en France dans les années vingt », permettant de redécouvrir l'importante activité théâtrale organisée sous l'égide du syndicalisme et de la « communauté communiste », forme artistique partie prenante de la contre-société ouvrière. A retenir également un article sur le théâtre sous le fascisme en Italie.

[*Théâtre/Public*, Théâtre de Gennevilliers, 4 avenue des Grésillons, 92 230 Gennevilliers, 14 € le n°]

* ***Tissage, 2006/4, « Mai 68, Mitterrand et nous. Trois générations », 192 p.***

Cette jeune revue, sous titrée « fictions-essais-critiques » relève des revues littéraires. On n'y trouve pas d'article de fond, mais une série de courts témoignages, d'interviews ou encore de table ronde. L'intérêt principal de ce numéro est bien sûr son thème. A retenir dans ce numéro une contribution (courte) de Philippe Raynaud, « Brève histoire personnelle de l'extrême gauche en France », un entretien avec J.-A. Milner et un autre avec Philippe Sollers sur le maoïsme, des points de vue cursifs. L'ensemble n'est guère convaincant, mais a le mérite d'exister.

[*Tissage*, Association Métis, c/o J.-V. Holeindre, 168 rue de l'Aqueduc, 75 010 Paris, www.pulicmetis.org, 10 € le n°]

* ***Transatlantica, volume 1, 2006.***

Cette revue récente dans le paysage universitaire et qui se présente comme indépendante et interdisciplinaire offre aux lecteurs soit en anglais soit en français des articles sur l'histoire des Etats-Unis d'Amérique.

Le numéro coordonné par Catherine Collomp (Université Paris VII Diderot) et centré sur la période du New Deal américain, premier grand mouvement réformateur outre atlantique et que nous avons choisi de présenter, offre de très nombreuses contributions sur des sujets forts divers et qui intéresseront sans nul doute nos lecteurs. Ce dossier spécial divisé en cinq sous parties met en exergue tout aussi bien les questions idéologiques qui se posent durant cette période inédite que l'apparition ou le développement de nouvelles forces sociales et de nouvelles problématiques (catholiques en Amériques du Nord, migrants italiens, logements sociaux...) mais aussi les expériences transnationales en particulier face à l'invasion de l'Ethiopie par le régime fasciste de Mussolini (article de Annick Cizel). On lira avec une attention toute particulière, la contribution de la coordinatrice de ce numéro consacrée à Abraham Plotkin, célèbre syndicaliste américain, du Syndicat de la confection

pour dames (ILGWU) qui se fait l'observateur du déclin du syndicalisme allemand dans les années 1932-1933 et de la montée en puissance inéluctable du nazisme. On le voit, nous sommes ici en présence d'un numéro aux tonalités et aux thématiques très différentes, mais qui, au lieu de perdre le lecteur, stimule, bien au contraire la curiosité et l'intérêt.

[*Transatlantica*, jp.leglaunec@paris7.jussieu.fr, revue en ligne sur <http://www.transatlantica.org/>]

* **Zapruder. *Storie in movimento, Rivista di storia della conflittualità sociale***

Une Autre revue d'histoire est possible

À l'origine de la revue est l'association *Storie In Movimento (Histoires en mouvement)* composée de jeunes historiens, anthropologues et artistes qui ont pour objectif de combattre la tentation politique de « réconcilier » les Italiens avec leur passé et entre eux et de les « éduquer » dans une pensée unique et libérale, reléguant l'histoire à un instrument de formation de la conscience nationale. Dans leur manifeste, il apparaît clairement que cette association s'inscrit dans une proximité idéologique avec le mouvement social, marqué par un renouveau après les oppositions au G8 de Seattle en 1991, puis celui de Gênes en 2001 et par le Forum Social Européen de Florence en novembre 2002. L'influence de ce courant politique antilibéral est concomitant avec la première assemblée générale de l'association qui a lieu les 1^{er} et 3 novembre 2002 à Bologne, où elle décide alors la création de la revue qui a pour objectif de briser « les barrières et les distinctions entre histoire militante et pratique scientifique, entre savoir noble et vulgarisation, et remettre en communication lieux et sujets différents à travers lesquels s'articule la production du savoir historique »¹. La forme même de la revue se veut innovante avec un zoom comprenant trois ou quatre articles longs portant sur le thème du numéro, des images commentées, des fragments (textes courts), des recherches en chantier, des rubriques concernant la « recherche qui n'existe pas », d'autres narrations, les archives, l'épistémologie historique, des entretiens et des notes de lectures. Un soin particulier est apporté à l'esthétique, l'illustration et la typographie de la version papier de la revue. Cette revue se veut également à l'écoute du mouvement social, et éventuellement critique à son égard. Elle entend replacer dans un débat plus large l'histoire, le passé et ses usages publics, tout en étant attentive à « ces histoires, sources et regards différents du discours historique (hégémonique) qui en dévoilent la « partialité », la subjectivité »². Un certain nombre de thématiques et d'axes de recherches sont et seront favorisés par la revue, elle « reconnaît dans la tradition des études historiques sur les classes, groupes et acteurs de la conflictualité un patrimoine commun qu'il faut retraverser à la lumière des critiques des *gender studies*, des études post-coloniales, de la pertinence des formes de résistance indirectement politiques et de l'histoire de la subjectivité »³. Plusieurs articles de cette revue, dans la dizaine de numéros parus à ce jour (la revue est publiée trois fois par an), reprennent des thématiques proches de celle de *Dissidences*.

* **Zapruder, n° 1, maggio-agosto 2003, «Piazze e conflittualità».**

- Roberto BIANCHI, «Il ritorno della piazza. Per una storia dell'uso politico degli spazi pubblici tra Otto e Novecento», p. 31-48.

- Marco GRISPIGNI, «Figli della stessa rabbia. Lo scontro di piazza nell'Italia repubblicana», p. 50-71.

- Silvia CASILIO, «Chiedere o prendere ? Prendere ! Note sulle pratiche di lotta e sui conflitti sociali nell'Italia dell'austerità», p. 102-107.

Le premier numéro de la revue est consacré à la place publique et à la rue comme lieux de conflit social. L'éditorial d'Eros Francescangeli et Paola Ghione souligne ce retour de la politique dans les rues de Seattle et de Naples, sur la place des mosquées à Jérusalem. Cette occupation de l'espace public mais également médiatique est porteuse d'autres modes d'actions militantes, d'autres pratiques politiques ou tout du moins d'un retour de l'utilisation courante de la rue dans les luttes sociales. Deux articles plus particulièrement permettent de rappeler cette histoire de l'appropriation de l'espace public en Italie.

Roberto Bianchi, dans son article intitulé : «Il ritorno della piazza. Per una storia dell'uso politico degli spazi pubblici tra Otto e Novecento» (p. 31-48), soulève tout d'abord des questions épistémologiques pertinentes concernant la difficulté pour l'historien de décrire et d'analyser les manifestations qui, dans la plupart des cas, ne dégèrent pas avec la police, ne suscitent pas toujours une attention particulière de la presse au contraire des grèves dont on connaît le nombre de participants, le nombre de jours, leurs modalités ainsi que leurs revendications. Il note également la confusion entre manifestations et révoltes et s'attache plus particulièrement à l'étude de ces dernières pour le ravitaillement, ou les révoltes dite « du pain ou de la faim ». Il évoque ici surtout celles de la faim ou contre la vie chère qui ont touché l'Italie de l'après Première Guerre Mondiale, en 1919. Cet article s'insère dans ses recherches plus larges concernant le *Biennio Rosso* (1919-1920) et dans un renversement de la tradition historiographique attachée à une explication axée autour des concepts de révolution/contre révolution.

Bianchi s'est lancé dans une étude systématique des révoltes populaires touchant l'Italie en 1919, notamment dans un ouvrage intitulé : *Bocci-Bocci. Tumulti annonari nella Toscana del 1919*, Firenze, Olschki, 2001. Ces révoltes populaires ont des connotations politiques assez diffuses, même si la référence reste la révolution bolchevique : les commerçants voient leurs marchandises réquisitionnées par des « Gardes Rouges » et les produits saisis sont souvent partagés. Bianchi relève que la violence des révoltes s'allie à la fête populaire, à la joie de s'être réapproprié les denrées des « accapareurs ». Ce sont des places en fêtes et en révoltes pour plus de justice sociale. Marco Grispigni reprend le titre d'une célèbre chanson d'un groupe punk-ska très engagé, la Banda Bassotti, pour son article : «Figli della stessa rabbia» qui se veut une réflexion concernant les rapports entre le mouvement social, les manifestations et la répression policière. Profondément marqué par la mort de Carlo Giuliani⁴ l'auteur pose la question de la violence dans les manifestations, critiquant les Black Blocks à Gênes, et le cercle vicieux de la répression/réaction/répression. Il a choisi d'aborder ce thème depuis la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'à nos jours en centrant son analyse sur le nombre de manifestants tués par les forces de l'ordre. Parmi ces forces de l'ordre il convient de différencier : les carabinieri, la police et un corps spécial anti-émeutes créé en 1949 la *Celere*. Suivant les contextes politiques, les autorités ne vont pas s'appuyer sur les mêmes départements. Grispigni distingue deux grandes périodes de l'immédiat après-guerre jusqu'aux années soixante, et des années soixante à nos jours. La répression policière, d'après le nombre de tués parmi les manifestants, apparaît particulièrement importante entre 1948 et 1950, avec une cinquantaine de victimes au moins. Ceci s'explique en partie par un ministre de l'Intérieur particulièrement anticommuniste et réactionnaire, Mario Scelba et une autorisation tacite pour les policiers de faire feu sur les manifestants dans un contexte de guerre froide et de luttes politiques violentes entre la Démocratie Chrétienne et les partis et syndicats de gauche. De plus les militants de gauche se mêlent aux anciens partisans qui sont très aguerris aux combats de rue et à l'usage de la violence. Il explique une certaine accalmie dans les années soixante, par notamment l'entrée au gouvernement des socialistes. La fin des années soixante est marquée en Italie par une explosion des révoltes et rébellions estudiantines mais également ouvrières et paysannes. Des techniques de guérilla urbaine et les émeutes, de Watts notamment, sont prises comme modèle. Les manifestations traditionnelles sont accompagnées de nouvelles formes de lutte occupations d'usines, d'universités, d'écoles, des sit-in, des blocages de rues et de gares, etc. Grispigni affirme également que ces conflits ont pris un caractère spectaculaire et symbolique. Paradoxalement, dans ces années que les historiens ont qualifiées de « plomb », le nombre de manifestants tués par la police a diminué (une vingtaine pour les années soixante et soixante-dix), et l'auteur explique que les stratégies des forces de l'ordre ont changé, leur matériel s'est fortement amélioré (utilisation de véhicules blindés, bombardiers d'eau, gaz lacrymogènes, boucliers, ...), on les compare souvent à des *Robocop*, mais surtout il n'est plus politiquement possible d'autoriser la police à tirer sur la foule. Les forces de l'ordre évitent donc les affrontements directs, et tentent surtout de protéger des cibles ou des lieux stratégiques. Les forces politiques réactionnaires, ne pouvant plus affronter le mouvement social directement dans la rue par l'intermédiaire des forces de l'ordre, auraient recours au terrorisme d'extrême droite

pour générer la stratégie de la tension tout en dénonçant le laxisme des policiers. On peut néanmoins reprocher à Marco Grispigni de ne s'attacher dans sa réflexion qu'aux manifestants décédés car avec une professionnalisation des forces de l'ordre anti-émeutes et une modernisation de leur matériel, on peut faire l'hypothèse que si les blessures et les lésions causées du côté des manifestants étaient proportionnelles (entre manifestants et forces de l'ordre) durant les années cinquante, elles sont plus graves et disproportionnées durant les années soixante dix.

Dans le même numéro, Silvia Casilio, dans un court texte intitulé « Chiedere o prendere ? Prendere ! » revient sur les initiatives des syndicats et des organisations de la gauche dite extra-parlementaire italienne concernant la hausse des prix de 1974. En effet, *Avanguardia operaia* à Rome incite la population des quartiers populaires à s'octroyer des réductions sur leurs factures d'électricité, ou sur le montant de leurs loyers, l'inflation étant très importante cette année-là. Le syndicat local des ouvriers de la FIAT Rivalta refuse de payer la hausse des billets de bus pour le transport du personnel effectué par des compagnies privées, collecte le montant des billets sur l'ancien tarif et fait parvenir uniquement cette somme aux compagnies. Les organisations d'extrême gauche incitent aux réquisitions dans les supermarchés et surtout à l'occupation des squats et des logements vides, *l'Autonomia operaia* romaine allant jusqu'à l'affrontement avec la police pour défendre les occupations du quartier S. Basilio.

* **Zapruder, n° 2, septembre-décembre 2003, «Clio e marte. La guerra tra storia e memoria.».**

- Giorgio SACCHETTI, «Dalla fiaccola alla A cerchiata. Il Dizionario biografico degli anarchici italiani».

Le second numéro de la revue est consacré à la perception de la guerre et des ennemis

par les populations civiles ou par les historiens officiels. Giorgio Sacchetti dans la rubrique «In Cantieri » [En chantier], signale la publication d'un dictionnaire biographique des anarchistes italiens, celui-ci est divisé en deux volumes pour un total de 1600 pages, il retrace le parcours d'environ 2000 anarchistes, militants de renommée internationale comme Errico Malatesta ou bien des militants locaux, depuis la Première Internationale jusqu'à 1968. Fruit d'un travail collectif, de plusieurs années, ce dictionnaire a été possible grâce au dépouillement minutieux du *Casellario politico centrale* (Fichier politique central) conservé aux archives centrales de Rome et de fonds privés ou d'archives locales. [site du dictionnaire : <http://www.dbai.it>].

* **Zapruder, n° 4, maggio-agosto, 2004, «Identità in gioco. Sport e società in età contemporanea.».**

- Davide SPAGNOLI, «A scuola di *maquis*. I comunisti italiani in Francia dal fascismo alla Resistenza», p.105-108

- Paolo SOLLIER, «In campo a sinistra. Intervista su calcio e impegno politico-sociale nell'Italia degli anni settanta (a cura di Corrado Sannucci)», p.110-117.

- Marco BALIANI, «Una generazione lacerata. Intervista sullo spettacolo *Corpo di stato*. Il delitto Moro. (a cura di Margherita Becchetti)», p. 118-123.

- Paolo MENCARELLI, «Resistenza continua. Il fondo di Angiolo Gracci a Firenze», p.130-132.

- Marco GRISPIGNI, «L'eskimo che conoscevi tu. Lo spettro degli anni settanta nel dibattito pubblico». p. 136-141.

- Eros FRANCESCANGELI e Laura SCHETTINI, «Le parole per dirlo. Considerazioni sull'uso ideologico di alcune categorie nello studio degli anni settanta», p.142-146.

- Marco PELLEGRINI, «In principio fu la Seconda volta. Le storie della conflittualità armata in Italia al cinema e in TV tra banalizzazione e uso politico», p.147-148.

Dans cette quatrième livraison, Davide Spagnoli rend compte de sa recherche sur les communistes italiens exilés en France du fascisme à la Résistance. Celle-ci se base sur les archives disponibles en France (Archives Nationales, archives départementales de la

Meurthe-et-Moselle, préfecture de police de Paris) et en Italie (*Archivio Centrale dello Stato*, *Istituto storico della Resistenza* de Forlì et Rimini) et prend en considération les autobiographies de ces militants ou de leurs archives personnelles cédées par leurs descendants ou bien conservées par le PCI (*Partito Comunista Italiano*) et déposées à l'*Istituto Gramsci* de Rome. Critique par rapport à l'historiographie italienne proche du PCI tels Paolo Spriano ou Giorgio Amendola qui selon lui s'intéressent plus aux dirigeants qu'aux militants, son travail entend attirer l'attention sur ces communistes italiens exilés en France, notamment en Meurthe-et-Moselle où les mineurs d'origine italienne auraient été majoritairement communistes et proches de la CGTU. L'auteur estime que ces communistes ont été relativement autonomes par rapport au PCI, à l'Internationale et au PCF qu'il qualifie de faible. Il convient de redimensionner l'apport des communistes italiens aussi bien aux maquis français, qu'ensuite lors de la libération de l'Italie aux côtés des Alliés.

Davide Spagnoli, avec l'enthousiasme du début de recherche, semble découvrir de larges pans d'histoire oubliée, alors qu'il marche dans les traces de Pierre Milza et de ses élèves, mais surtout il n'a pas encore consulté les travaux nombreux d'Eric Vial. Ce numéro contient également un entretien avec le joueur de football Paolo Sollier, avant-centre du Club de Perugia en série A, et militant d'*Avanguardia operaia*, célèbre pour son poing tendu lors des présentations des équipes et soutien public de cette organisation d'extrême gauche.

Paolo Mencarelli présente le fond d'archives privées d'Angiolo Gracci, versées auprès de l'*Istituto Storico della resistenza in Toscana* à Florence. Angiolo Gracci est né à Livourne en 1920 et décède à Florence en 2004. Il a été commandant d'une brigade de partisans, participant à la libération de Florence en août 1944 ; membre du PCI jusqu'en 1966, il devient le chef de file de la fraction *Linea Rossa*. Cette même année, il est l'un des fondateurs du *Partito comunista d'Italia marxista-leninista*, fondé à Livourne comme un retour aux sources. Il est également l'avocat de différents membres d'organisations d'extrême gauche comme *Prima linea* ou *Brigate Rosse*, un militant antifasciste et anti-impérialiste du mouvement *La Resistenza continua* (Il se rapprochera de *Democrazia proletaria* et sera réadmis à *Rifondazione Comunista* vers la fin de sa vie). Ces archives très précieuses couvrent une période comprise de 1940 à nos jours. Il a recueilli, au cours de sa vie, des milliers de tracts, d'articles et de journaux militants, une grande partie de sa correspondance avec d'autres organisations politiques ou syndicats, et des centaines de dossiers concernant les batailles juridiques qu'il avait menées devant les tribunaux.

Quatre autres articles ont pour thème les « années de plomb » en Italie, les années soixante-dix et quatre-vingt, et le « terrorisme » d'extrême gauche, néanmoins sous quatre formes et perspectives différentes ils se répondent mutuellement. Margherita Becchetti a réalisé un entretien avec Marco Baliani, auteur d'un spectacle théâtral intitulé : «Corpo di stato. Il delitto Moro». La perspective retenue par l'auteur est celle de la micro-histoire, de la perception subjective des années de plomb par des personnages, créés à partir d'éléments autobiographiques de l'auteur et d'une analyse générationnelle des événements très marqués par l'un des slogans de l'époque «ni avec les Brigades rouges, ni avec l'Eta ».

L'intervention de Marco Grispigni⁵ revient sur la sortie durant l'été 2003 de trois films italiens concernant les « années de plomb » : *La meglio gioventù* de Marco Tullio Giordana, succès du festival de Cannes, la présentation à la Mostra de Venise de *Dreamers* de Bernardo

Bertolucci et de *Buongiorno, notte*, de Marco Bellocchio, retraçant l'enlèvement et l'exécution d'Aldo Moro. Il dénonce, à juste titre d'ailleurs, leurs reprises constantes des stéréotypes de l'époque concernant le terrorisme et la jeunesse des années soixante-dix. Il rappelle la pauvreté du débat « politique et journalistique » qui a accompagné ces films, ainsi que le questionnement absent concernant l'historiographie de ces années ; et au contraire l'hégémonie des analyses réactionnaires ou de centre-gauche. Ainsi le non choix entre « les Brigades rouges ou l'Etat » est toujours associé à un compagnonnage des « terroristes ». Les partis de centre gauche, dont le Parti socialiste italien de Bettino Craxi par exemple, ont construit une théorie selon laquelle les événements de Mai 68 susciteront beaucoup d'espoirs et d'idées nouvelles, globalement positifs, mais finalement de courte durée car les années successives sont caractérisées par la voix sans issue du terrorisme et de la nécessité absolue de lutter face à cette menace. Une histoire de ces années reste

encore à réaliser, même si la sérénité concernant ces événements et ces militants politiques est loin d'être acquise en Italie, les articles de journaux concernant le cas d'Adriano Sofri, les éventuelles lois d'amnistie concernant les actes terroristes ou même les demandes de silence et les interdictions de publications des mémoires de ces mêmes militants sont là pour le rappeler.

Marco Pellegrini, qui intitule son intervention « La seconda volta » en référence au film avec Nanni Moretti de 1995, traite lui aussi des « années de plomb » et replace ces mêmes trois films dans un contexte cinématographique et télévisuel qui a tendance à tout niveler et à instiller de la confusion lorsqu'il traite de ces « guerres civiles » qui ont touché l'Italie. Ainsi, il relève que la guerre civile comprise entre 1943 et 1945 a longtemps été niée, elle est traitée avec un certain révisionnisme, une nouvelle dénonciation des crimes commis par les partisans ou une tentative de réhabilitation des fascistes restés fidèles à Mussolini après septembre 1943, les « jeunes de Salò ». Il définit la période qui s'étend de la fin des années soixante et le début des années soixante-dix comme « une guerre civile de basse intensité ». Les productions cinématographiques comme *Buongiorno, notte*, de Marco Bellocchio ou *La egllo gioventù* de Marco Tullio Giordana réduisent d'après lui ces événements à des complots ourdis par les services secrets ou des agents extérieurs à la société, qui n'auraient u'à peine touché la partie saine de la population italienne. Selon l'auteur, les vaincus des guerres civiles n'écrivent pas leur histoire, et ici le rôle de ces militants n'est pas pris en compte dans un contexte de lutte de classe, ne sont relatés dans ces œuvres cinématographiques que des éléments superficiels, sociologiques ou des destins personnels.

Enfin Eros Francescangeli et Laura Schettini tentent dans leur intervention de créer un dialogue entre les deux interventions précédentes. La revue *Zapruder, rivista di storia della conflittualità sociale* doit être le lieu d'une discussion approfondie concernant le recours à la violence politique ou le phénomène de la lutte armée, sans référence à des écoles ou à des maîtres à penser en la matière⁶. Ils pensent qu'une « absence de réflexion critique caractérisant le concept de terrorisme » transparait dans de nombreux films ou téléfilms et surtout, ce qui est plus grave, dans bon nombre d'articles d'histoire sur le sujet. Ce terme est employé avec abus et de manière acritique concernant la lutte armée en Italie dans les années soixante-dix. De plus, ils soulignent que le terme « terrorisme » a connu une évolution notable et fortement critiquable depuis les attaques contre les Tours Jumelles de New York, le 11 septembre 2001. Ils mettent en garde les historiens contre la tentation de se transformer en journalistes, éditorialistes, sociologues soutenant différents partis politiques et d'utiliser des clichés éculés concernant la lutte armée durant les années soixante-dix (terme, a priori plus correct, usité jusque récemment par l'historiographie passée). Si le terme « terrorisme » est abondamment utilisé par Marco Grispigni, ils critiquent également assez justement la définition de « guerre civile à basse intensité » rappelant qu'entre 1969 et 1989, environ quatre mille personnes et 120 sigles d'organisations politiques ont fait l'objet d'enquêtes pour « bandes armée » ou « associations subversive » et la moitié concerne le début des années quatre-vingt. Entre 1971 et 1988, 128 personnes ont été tuées par des organisations armées de gauche.

* *Zapruder*, n° 5, settembre-dicembre, 2004. « Relazioni pericolose. Donne, uomini, generi »

- Donatella BARUS, « Venere a mano armata. Donne e violenza politica nella stampa italiana (1969-1989) », p. 31-45.

Le cinquième numéro de la revue est consacré à l'histoire du genre et au féminisme en général. Donatella Barus consacre un article aux femmes et à la violence politique dans la presse italienne entre 1969 et 1989. Il est issu d'une *tesi di laurea*⁷, et contient des données précises : ainsi on apprend qu'un quart des militants de l'extrême gauche entre 1969 et 1989 étaient des militantes (et seulement 7% des groupes néofascistes étaient des femmes), les femmes italiennes étant généralement peu actives politiquement. D'après l'auteure les organisations terroristes et les médias entretiennent des relations de duplicité, les unes ayant besoin des autres pour relayer leurs propagandes et « médiatiser » leurs

actions. Les médias doivent produire de l'information et insister sur l'anormalité de ces terroristes : les journaux se sont donc emparés des cas de femmes ayant commis des actions violentes. Les journalistes insistent sur le contraste entre la vie normale de ces femmes puis sur leur « saut » vers des organisations engagées dans la lutte armée comme les Brigades Rouges ou *Potere operaio*. Les stéréotypes et les champs lexicaux déjà utilisés par les journaux pour caractériser les femmes à cette époque sont repris à leur encontre : la femme fragile, irresponsable donc, la femme violente et incontrôlable et enfin la femme froide et calculatrice. Les articles de presse alternent les descriptions de leur fonction souvent logistique ou de secrétariat, (alors que Donatella Della Porta a montré que dans ces organisations politiques, elles occupent des fonctions de direction dans la même proportion que les hommes). Ils insistent surtout sur leur parfaite insertion dans la société, rappelant au passage leur extraction petite-bourgeoise, (à la différence des militants plus souvent issus de milieux prolétaires) et la difficulté de repérer leur appartenance à ces organisations politiques. L'auteure noie quelques peu ses analyses pertinentes dans une rhétorique propre aux sciences de la communication⁸, qui finalement n'apprennent que peu de choses aux lecteurs. A la fin de son article, elle distingue les différents traitements qui sont réservés à ces femmes en fonction des journaux et de leur orientation politique : ainsi *Il Manifesto* est relativement «sobre», condamne leurs actions et celles de l'Etat, *L'Unità* est le plus réprobateur contre les «provocateurs/trices armé(e)s»⁹.

* **Zapruder, n° 7, maggio-agosto, 2005. «007 : rapporti riservati. Spionaggio e polizia politica»**

- Stefania VOLI, «Divergenze della memoria. Servizi d'ordine, violenza politica e uso della forza nei ricordi delle donne di Lotta continua», p. 78-83.
- Enrico CAVALIERI, «Apostoli della rivoluzione. La predicazione anarchica degli emigrati italiani nel Brasile d'inizio Novecento», p. 84-88.
- Enrico SERVENTI LONGHI, «La pace tra gli oppressi, la guerra agli oppressor. Per una storia della "violenza rivoluzionaria" anarchica italiana», p. 90-93.
- Camilla BARACCHI e Gianmario LEONI, «Il nemico sempre uguale. La Resistenza italiana nella "stagione dei movimenti"». p. 94-96.

Ce numéro 7 est particulièrement riche en brèves présentations de recherches ou en textes courts concernant des thématiques proches des préoccupations des lecteurs de *Dissidences*. Stefania Voli revient sur les divergences concernant « la mémoire » des militants et des militantes de *Lotta Continua* (LC) et de leurs positionnements concernant la place et le recours éventuels de la violence dans le cadre de leurs actions politiques.

L'organisation politique *Lotta Continua* a accompagné les agitations et les révoltes de 1968, elle est partagée entre une proximité avec ces milieux du « mouvement social » ou «mouvementiste» («i movimenti o movimentismo» en italien) et un extrémisme de plus en plus marqué. Stefania Voli a mené sa recherche en s'appuyant sur des entretiens avec des militant(e)s de *Lotta Continua* et tente de mettre en exergue les divergences entre ces témoignages notamment en se plaçant résolument dans le cadre d'une analyse de genre, (démarche propre aux *gender studies* encouragée par la revue *Zapruder*) et surtout la perception de l'usage de la violence par les militantes de LC. Après 1969 et l'attentat néo-fasciste de Piazza Fontana, LC se lance dans un discours politique très axé sur la «confrontation générale entre classes sociales», n'excluant en rien le recours à la violence physique. Peu à peu LC s'organise et structure différents services d'ordre. Ceux-ci passent d'une violence « défensive » lors des manifestations à une violence plus «offensive» notamment contre les organisations d'extrême droite. Certes les femmes sont présentes dans ces services d'ordre, mais il apparaît qu'elles n'ont pas de responsabilités de direction, les clichés «virils» liés à la Révolution et à l'usage exclusivement masculin de la violence ont la vie dure même au sein d'une organisation révolutionnaire prônant l'émancipation des opprimé(e)s. Les témoignages de femmes divergent quant à leur implication et leur acceptation de la violence, car si elles estiment « être de leur devoir d'en être » lors des manifestations dont les issues sont souvent violentes, elles ne participent qu'au travers de tâches « subalternes » comme porteuses de cocktail Molotov et non comme actrices de premier plan. L'usage même de la violence est un clivage important au sein de l'organisation

et les militantes sont divisées. Si la violence leur apparaît nécessaire, indispensable ou incontournable lors des manifestations et comme réplique face aux agressions extérieures, elle pose problème lorsque les services d'ordre y ont recours lors d'actions antifascistes «préventives» ou projetées à froid. Une partie des militant(e)s de LC, souvent issu(e)s des services d'ordre, en désaccord avec la ligne politique concernant justement le recours à la violence, rejoindra l'organisation clandestine et « terroriste » *Prima Linea*. En 1976, quand la LC tient son dernier congrès, une partie des militantes désapprouve le recours à la violence et le machisme de certains militants et décide de rompre avec LC pour rejoindre les organisations féministes. D'autres militantes, au contraire, leur sont plus hostiles et se qualifient « d'antiféministes » ; néanmoins elles sont restées silencieuses lors de ce congrès, des hommes ayant pris la parole pour défendre leur position.

Enrico Cavalieri présente brièvement sa recherche relative à la diffusion de la pensée et de l'action anarchiste au Brésil, principalement parmi l'émigration italienne. La première République brésilienne date de 1889, elle est de type libérale, bourgeoise et préserve les intérêts des grands propriétaires terriens, notamment des planteurs de café de Sao Paulo dont l'activité économique a prospéré grâce à l'esclavage. En juin et juillet 1917 des grèves générales sont menées par les ouvriers portuaires de Sao Paulo, 15 à 20 000 travailleurs sont mobilisés. Ils choisissent comme porte-parole des militants anarchistes, rédacteurs de périodiques libertaires. En effet, peu ou pas de députés et encore moins de membres du gouvernement défendent et représentent les intérêts de la classe ouvrière, les anarchistes ont donc tenu ce rôle. Le succès des anarcho-syndicalistes – les anarchistes «individuels ou inorganisés» ayant peu d'impact sur les salariés – est renforcé par des recours à l'action directe et des résultats tangibles concernant l'amélioration des revenus et des conditions de travail de la classe ouvrière. Dans ce pays où l'ensemble de la population, émigrée ou non, est très religieuse, Enrico Cavalieri note que les anarcho-syndicalistes organisent les ouvriers et réutilisent un champ lexical rempli d'images religieuses. Ils prennent un ton millénariste et prophétique, dressent un culte aux martyrs de la cause anarchiste, des pratiques relativement surprenantes. L'auteur souligne une symétrie entre les manifestations, les cortèges de grévistes qui sont des moments de fête, de carnaval, et les processions religieuses du dimanche derrière tel ou tel saint, les premières s'étant substituées aux secondes. Les premières associations de quartiers d'inspiration libertaire ont alors vu le jour. Néanmoins les conflits sociaux et les grèves s'intensifient d'autant que la classe ouvrière réclame une meilleure organisation des luttes et surtout une mise en perspectives de ces actions directes dans la durée et le long terme. Peu à peu, les anarcho-syndicalistes semblent disqualifiés et en 1922, un ancien anarchiste et syndicaliste Astrojildo Pereira fonde le Parti communiste brésilien pour défendre avec plus d'efficacité la classe ouvrière.

Enrico Serventi Longhi s'intéresse également au mouvement anarchiste mais en Italie. Il constate que l'historiographie s'est occupée principalement des anarchistes organisés, ou des anarcho-syndicalistes, comme Armando Borghi ou Errico Malatesta ; ou bien des organisations comme la Première internationale, l'Association internationale des travailleurs, l'Union syndicale italienne, l'Union anarchiste italienne ou la Fédération anarchiste italienne.

Les anarchistes anti-organisations ou inorganisés, de part leur comportement individualiste, souvent dans l'illégalité, sont plus méconnus. Ils constituent l'objet principal de l'étude d'Enrico Serventi Longhi, qui tente d'expliquer les modalités et les enjeux de leurs participations aux insurrections armées, aux expropriations, aux vols pour financements, aux actions directes, anticléricales, aux attentats etc. entre la fondation de la Première internationale et la guerre d'Espagne. L'auteur entend aussi répercuter les conséquences de ces actions sur les institutions elles-mêmes (il prend l'exemple de la loi de Francesco Crispi dite « loi anti-anarchistes » de 1893), les autres partis politiques, l'opinion publique ou la communauté italienne émigrée lorsque ces anarchistes agissent en dehors de la péninsule. Il part de sa *tesi di Laurea*, une biographie consacrée à Michele Schirru qui a commis un attentat manqué contre le Duce en 1931, ce qui lui permet de mieux cerner certains de ces anarchistes inorganisés comme Emidio Recchioni et Max Sartin, et utilise aussi de

nombreux documents d'archives conservés à l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam (IISG) notamment le fonds «Vernon Richards».

Camilla Baracchi et Gianmario Leoni présentent un projet de recherche à propos de la perception de la Résistance et la réappropriation de l'antifascisme par les milieux de la «nouvelle gauche» et de la gauche extra-parlementaire dans les années soixante et soixante-dix. Le gouvernement de Fernando Tambroni qui bénéficie en 1960 de l'appui et des votes du mouvement néo-fasciste MSI (*Movimento Sociale Italiano*) suscite un réveil ou un sursaut de l'antifascisme militant. Leur étude prend en considération les groupes intellectuels fondateurs de la «*Nuova sinistra*», précurseurs des contestations de la fin des années soixante. Des revues théoriques, comme *Quaderni rossi*, *Quaderni piacentini* proches de toute la gauche, et également *Problemi sul socialismo* et *Rivista storica del socialismo*, liées à la gauche socialiste, au PSIUP (*Partito Socialista Italiano di Unità Proletaria*) et au groupe florentin *Nuova Resistenza* qui sont marquées par des thèmes comme le travail, l'ouvriérisme, la conception de l'Etat et la lutte politique et donc le renouveau de l'antifascisme. De 1964 à 1969, la *Nuova Sinistra* obtient une audience et une portée de plus en plus significative, et concomitamment des groupes de la gauche extra-parlementaires voient le jour. Les historiens menant cette recherche entendent accorder une attention particulière à des revues qui sont le trait d'union entre la *Nuova Sinistra* et ces groupes extra-parlementaires : «*Classa operaia*» dirigée par Mario Tronti et Toni Negri et «*Classe e Stato*». Leurs lignes éditoriales sont marquées par des analyses expliquant un dévoiement des valeurs intrinsèques de la Résistance. Celle-ci aurait été une révolution sociale de par son caractère anti-impérialiste et ses luttes contre le capitalisme financier international. Cette perspective est d'ailleurs reprise par le *Partito Comunista d'Italia marxista-leninista* et l'organisation *Nuova unità*, dont l'un des membres actifs et fondateurs est Angiolo Gracci. En Toscane, ces positions idéologiques influencent la revue et le groupe éponyme «*Potere operaio*» qui se scindera en deux organisations : *Lotta continua* et *Potere operaio*. La reprise des valeurs de la Résistance et de l'antifascisme militant seront exaltés tout au long des années soixante-dix, notamment par les groupes *Il Manifesto* (des militants expulsés du PCI), *Avanguardia operaia*, *Lotta continua* ou *Potere operaio*.

* **Zapruder, n° 8, settembre-dicembre, 2005. «L'impero colpisce ancora. Dinamiche coloniali e post-coloniali».**

- Mariamargherita SCOTTI, «Un socialista rovesciato. Raniero Panzieri tra memoria ed oblio nella storia del movimento operaio italiano», p. 96-100.

Mariamargherita Scotti consacre un court texte à un militant socialiste «atypique», Raniero Panzieri, décédé à l'âge de 43 ans en 1964 à Turin. Il a rédigé de très nombreux écrits et articles, et a tenu un rôle central dans la création de la revue *Quaderni Rossi*. Il a milité dès

le sortir de la guerre au PSI (*Partito Socialista Italiano*) et ce pendant vingt ans. Elle le qualifie comme un « homme des frontières » ; en effet, il lutte à l'intérieur du PSI pour une « politique unitaire » authentique, et non pas pour une subordination au PCI. Il revendique une pleine autonomie pour le travail culturel également. En 1956, il propose une « sortie à gauche » du stalinisme, et affronte de nouveau l'aile social-démocrate du PSI, mais quand celui-ci devient clairement réformiste, il refuse de créer un courant. Il participe ensuite à l'expérience du PSIUP (*Partito Socialista Italiano di Unità Proletaria*) où il refusera encore d'organiser un courant ou une tendance. Par la suite ce socialiste de gauche déménage à Turin, s'occupe activement des *Quaderni rossi*, et engage de nombreux dialogues avec les marxistes hétérodoxes. Ouvert aux jeunes et aux autres forces politiques, notamment celles qui sont marginalisées, il débat fréquemment avec l'anarchiste Pier Carlo Masini, le trotskyste Livio Maitan ou le communiste internationaliste Danilo Montaldi, qu'il réunit entre 1955 et 1957 autour de la revue «*Ragionamenti*». (Yannick Beaulieu)

[Zapruder, abonnement pour 3 n° par an, 25 €, Storie in Movimento c/o Archivio Storico della Nuova Sinistra « Marco Pezzi », C.P. 1125, 40100 Bologne, Italie, <http://www.storieinmovimento.org>].

B) REVUES MILITANTES OU A PERSPECTIVES MILITANTES

* **Agone, « Les guerres de Karl Kraus », n° 35-36, 2006, 306 pages.**

Livraison après livraison, *Agone* s'affirme comme une des revues de référence du débat politique à gauche dans l'hexagone. Contempteur du journalisme de compromission, Karl Kraus, journaliste autrichien du début du siècle, fait l'objet d'un bel ensemble de contributions, enrichi par des traductions originales de sa revue *Fackelkraus*, dont un article de 1920, « Réponse non-sentimentale à Rosa Luxemburg ». Dans la rubrique « Histoire radicale », Charles Jacquier revient sur la personne du militant libertaire André Prudhommeaux en proposant trois textes de sa plume. A retenir également un article de 1915 de Pierre Chardon, « Les anarchistes et la guerre : deux attitudes ».

[*Agone*, BP 70072, F- 13192 Marseille Cedex 20, 22 € le n°]

* **Alternative libertaire, juillet-août 2006, 22 p.**

A priori ce magazine n'a pas sa place dans une revue des revues. Nous ferons cependant une exception pour deux raisons. D'une part parce qu'il publie un excellent article sur les anarchistes et le Front populaire, sous la plume de G. Davranche, qui opère un retour assez critique sur l'action de ces derniers durant la période. Par ailleurs, ce numéro d'été publie également une résolution destinée à la discussion du congrès d'automne de l'AL, sur le thème « Croissante, décroissance, développement ». Face au défi écologique, trois révolutions leur paraissent nécessaires. Ce document programmatique intéressera les lecteurs pour qui la question de l'écologie est une composante du combat révolutionnaire.

[*Alternative libertaire*, BP 295, 75291 Paris Cedex 19, 2,5 € le n°]

* **Convergences révolutionnaires, n° 45, mai-juin 2006, 36 p.**

Depuis plusieurs années existe au sein de Lutte ouvrière une fraction qui publie sa propre revue. Une présentation « Qui sommes nous, que voulons nous ? » permet d'avoir les informations de base sur ce courant. Ce numéro revient sur la lutte contre le CPE, avec de très nombreuses correspondances dans plusieurs villes, présentant un bilan très bigarré et vivant des mobilisations.

[*Convergences révolutionnaires*, Les amis de Convergences, BP 128, 75 921 Paris Cedex 19, 1,5 € le n°, www.convergencesrevolutionnaires.org]

* **Cosmopolitiques, « Que faire... des partis ? », n° 12, 2006, 174 p.**

Sous titrée *Cahiers théoriques pour l'écologie politique*, cette revue éditée par Apogée, remplit parfaitement son objectif. Même si l'on est loin d'une orientation révolutionnaire, les contributions rassemblées dans ce numéro sont globalement d'un grand intérêt. L'article d'ouverture de Luc Boltanski pointe bien la contradiction entre une gauche culturelle, proche des valeurs du libéralisme et une gauche plus économique, en décalage avec les aspirations « libertaires » d'une partie des mouvements sociaux. Ce problème n'est pas propre aux mouvements écologistes d'ailleurs. La contribution de Joël Martine sur le contournement des partis politiques interroge sur la pertinence d'un mouvement social qui se suffirait à lui-même. Les contributions de deux spécialistes des mouvements verts, Villalba et Rihoux indiquent les évolutions possibles pour les Verts, s'éloignant de plus en plus de leur passé contestataire pour les envisager comme un appendice vaguement mouvementiste de la social-démocratie. On n'est bien entendu pas obligé de partager cette analyse, mais elle vaut d'être connue. La bonne tenue intellectuelle de la revue incite en tous les cas à la lecture, à défaut de toujours emporter l'adhésion.

[*Cosmopolitiques*, 50 rue du Faubourg du Temple, 75 011 Paris, 18 € le n°]

* **CQFD, n°36, juillet-août 2006, 16 p.**

Ce mensuel contestataire publié à Marseille ressemble fortement à un *Canard enchaîné* de la démesure. Il fait largement appel au dessin pour proposer des articles sur la vie politique et sociale. On retiendra le coup de gueule sur le racket des clients par les banques (*60 millions de consommateurs* fait le même constat, dans un style nettement moins emporté) ou encore un reportage sur un bidonville au cœur de Marseille. Dans ce

numéro d'été, un cahier spécial de 16 pages de BD, parmi lesquels Baru, Erth ou Davodeau. Attention, âmes sensibles, s'abstenir.
[CQFD, 3,5 € le n°, www.cequifautdestruire.org]

*** Critique Communiste, « Retour sur la mobilisation contre le CPE », n° 180, juillet 2006, 162 p.**

Pas moins de deux dossiers pour ce numéro d'été de la revue de la LCR. Un premier autour du bilan du mouvement contre le CPE, considéré comme une mise en échec des politiques libérales. Et puis un second ensemble autour de la question de « La famille, filiation et normes sexuelles », avec notamment un entretien avec Michel Tort et un autre avec Elisabeth Roudinesco. On retiendra également le commentaire de Michel Lequenne sur le livre de Bertell Ollman, *La dialectique mise en œuvre*, ainsi que la très pédagogique contribution de Michel Husson, « Pour une stratégie de transformation sociale ». Hors dossier, on se fera plaisir en lisant l'article du surréaliste Gilles Bounoure sur le peintre Chaissac et de nombreux comptes rendus de lecture.

*** Critique Communiste, « Jeunesse, précarité et nouvelle donne politique », n° 181, novembre 2006, 162 p.**

Ce numéro poursuit les réflexions entamées lors du précédent autour de deux axes. Tout d'abord, le mouvement étudiant, avec - entre autres - un article de Robi Morder qui met en perspective la mobilisation anti-CPE. D'autre part, un dossier sur les « questions de stratégie » ou encore celle de la « politico-stratégie » pour reprendre l'expression de Daniel Bensaïd : signe des temps assurément, la LCR comme d'autres organisations reprend la discussion autour de la « construction du parti révolutionnaire » et de ses liens avec le mouvement de masse. A noter, en outre un article de Michel Lequenne intitulé « Historiens face à l'histoire du temps présent » : cet article est entièrement consacré à... *Dissidences*. Dans un style très polémique, l'auteur souligne - à juste titre - les tensions bien connues qui peuvent surgir entre le travail du chercheur en sciences sociales, de l'historien et celui du devoir de mémoire militant. Il rappelle la difficulté d'une histoire du temps présent et particulièrement de celle des organisations révolutionnaires. Finalement, son article cherche avant tout à réfuter la critique de Jean Paul Salles et Jean Guillaume Lanuque en ce qui concerne son dernier livre sur le trotskysme, critique qu'il compare à une « mise à mort » (sic) ! Pourtant, avec cet article, M. Lequenne ne fait que souligner davantage cette impossible neutralité et la difficulté pour un militant de s'ériger en historien de son propre courant politique.

[*Critique Communiste*, 2 rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil, 10 € le n°]

*** Démocratie et Socialisme, mensuel pour ancrer le PS à gauche, n°138 et n°139, octobre et novembre 2006.**

Rendant compte de l'université de rentrée des tendances gauches du PS, Forces militantes-Démocratie et socialisme, tenue à Cuincy dans le Nord, ces deux numéros avaient pour but essentiel de promouvoir la candidature de Laurent Fabius comme représentant du PS à la présidentielle. Parole est donnée à divers syndicalistes, Gérard Aschieri de la FSU, Maryse Dumas de la CGT. Grande place est faite aussi à Jacques Généreux, membre du CN du PS et professeur à Sciences politiques, dont le dernier livre, *La Dissociété* (Le Seuil) est promu.

[*Démocratie et Socialisme*, abonnement, 25 € les dix n°, 85, rue Rambuteau, 75001 Paris]

*** Lutte de Classe, n° 99, octobre 2006, et n° 100, novembre 2006, revue théorique de Lutte ouvrière.**

Dans le n° 99, après un long article sur la gauche de la gauche en France, dénonçant « les avatars d'une dynamique unitaire fictive » et le caractère réformiste du programme des « collectifs unitaires », deux articles traitent du Moyen-Orient, un des États-Unis (traduit du bimensuel trotskyste américain *The Spark*), un autre d'Haïti, repris de la *Voix des Travailleurs*, bulletin de l'organisation-sœur de LO dans ce pays, l'OTR (Organisation des travailleurs révolutionnaires). Dans le n° 100, le ton est toujours aussi

incisif pour dénoncer « les manœuvres en tout genre en cours à gauche de la gauche ». Un article, anonyme comme tous les articles de cette revue, commémore les Cent Ans de la charte d'Amiens. Du côté international, Brésil et Côte d'Ivoire sont évoqués, le premier par un article sur les dernières présidentielles, qui donne des chiffres précis sur les résultats de l'extrême gauche, le second qui reprend un article de Pouvoir aux travailleurs publié par l'UATCI (Union africaine des travailleurs communistes internationalistes).

[*Lutte de Classe*, abonnement, LO, BP 233, 75 865 Paris Cedex 18, 15 € pour dix n° de 40 pages]

* ***Ni Patrie, ni Frontières*, n°16-17, septembre 2006, « « Rêve générale ». Tracts. Analyses des mouvements de février-avril 2006. Paroles de grévistes ».**

Dans cette nouvelle livraison, toujours copieuse, un ensemble particulièrement touffu de documents sur le mouvement contre le CPE et la loi sur l'égalité des chances est constitué. Yves Coleman a choisi de privilégier ceux qu'il appelle les « spontanéistes » plutôt que les militants des différentes organisations d'extrême gauche, ce qui offre un panorama aussi riche que mélangé d'une certaine ultra-gauche et d'une partie du mouvement anarchiste. Les événements de la Sorbonne et du Collège de France, occupés et en partie saccagés, selon les médias officiels, sont ainsi pris sous un autre angle, et plusieurs textes reviennent également sur le problème des « casseurs de manifestations » originaires des banlieues. Paris n'est pas la seule ville à être traitée, puisque des éclairages sur Avignon ou Caen sont également proposés. Un recueil important, incontournable mais pas suffisant pour permettre une approche exhaustive de ce mouvement multiforme.

[*Ni Patrie, ni Frontières*, Yves Coleman, 10, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, 10 € le n° double, 23 € l'abonnement pour trois n°, 45 € pour six n°, consultable sur www.mondialisme.org]

* ***Non tracés*, n° 6, novembre 2006, 8 p.**

Bulletin à parution irrégulière de la Bibliothèque des Chemins non tracés et de l'Infokiosk d'Avignon, fournissant des informations sur cette bibliothèque non institutionnelle, aux penchants ultra-gauche très affirmés. Présentation d'ouvrages rentrant dans la bibliothèque, petites annonces, compte rendu des soirées débats, actualité du mouvement ouvrier....

[*Non tracés*, Chemins non tracés, BP 259, 84 011 Avignon Cedex 1, gratuit, nontraces@no-log.org]

* ***Que faire ?*, n° 4, juillet-septembre 2006, 62 p.**

Avec un titre totalement immodeste, voici une revue éditée par le courant Socialisme par en bas (inspiré par le SWP britannique) de la LCR. Pas de dossier central pour ce numéro, mais un solide ensemble d'articles d'actualité politique. L'article de S. Kouvélakis, « de la révolte à l'alternative », essaie de comprendre ce que les différents mouvements sociaux de la dernière période (Non au référendum, CPE, mouvement des banlieues) impliquent pour la redéfinition d'une politique révolutionnaire. Ségolène Royal et la mutation du PS inspirent trois rédacteurs, tandis que A. Brand s'interroge sur la fonction du programme de transition. Plusieurs articles analysent la question du Moyen Orient et en particulier le problème palestinien. Juin 36 suscite un article enfiévré de S. Benichou qui reprend le mot d'ordre de Pivert, « Tout est possible ». Enfin, pour finir en beauté, une interview de Loïc Wacquant sur la question des ghettos américains et de leur radicale différence avec les banlieues françaises.

[*Que faire ?*, Antoine Boulangé, 3 rue Cail, 75 010 Paris, 6 € le n°]

* ***Réfractions. Recherches et expressions anarchistes*, n°17, hiver 2006 – printemps 2007, « Pouvoirs et conflictualités ».**

Le dossier de ce nouveau numéro tourne autour du pouvoir, principalement de la théorie du pouvoir énoncée par Michel Foucault, à laquelle s'intéressent Eduardo Colombo, Salvo Vaccaro et Normand Baillargeon (ce dernier à propos d'un débat entre Foucault et Chomsky), non sans une certaine aridité intellectuelle. Miguel Abensour, pour sa part, effectue un détour par La Boétie avec « Du bon usage de l'hypothèse de la servitude

volontaire ? ». Notons également les articles stimulants de Thomas Feixa, « Haro sur la Révolution ! ou les errements révisionnistes de la pensée libérale », et d'Annick Stevens, « Comment reprendre en mains le pouvoir politique », qui propose des réflexions sur les mouvements sociaux de ces dernières années (à compléter par « La rébellion zapatiste au fil du temps » de Claudio Albertani). Un entretien avec Michel Pialoux permet enfin de revenir sur la crise des banlieues de l'automne 2005. Plus originale, mais passionnante, l'étude de René Fugler sur « Pouvoirs et puissances dans les mondes d'Ursula Le Guin », un des grands noms de la littérature de science-fiction aux Etats-Unis. Plusieurs notes de lecture complètent cet ensemble de bon niveau.

[*Réfractions. Recherches et expressions anarchistes*, Les amis de *Réfractions*, c/o Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris. 12 € le n°, abonnement de 23 € pour deux n° ou 45 € pour quatre n°]

* ***Solidaires International*, n°1, 2006, « Le syndicalisme dans quelques pays d'Europe », 128 p.**

L'Union syndicale Solidaires, dans la foulée des forums sociaux européens, a décidé la publication d'une revue d'informations syndicales internationales. Depuis plusieurs années, Solidaires s'efforce de créer un réseau syndical alternatif européen. Ce premier numéro retient l'attention par la qualité et la densité informative rassemblées. Sous la forme de fiches, le mouvement syndical dans la plupart des pays européens est présenté. Mais les informations ne se limitent pas à cette sphère puisqu'on trouve des articles sur le Burkina Faso, le Mali, le Maroc ou la Palestine, mais aussi, dans un autre registre, sur le Syndicat des travailleurs corses. Un excellent ensemble dont on ne peut qu'espérer le prolongement. [*Solidaires International*, en ligne également, www.solidaires.org/8586.html, pas de prix indiqué]

* ***Syndicaliste !*, n° 38, mai 2006, « L'unité syndicale », n° 39, octobre 2006, « L'industrie du champagne », 28 p.**

Toujours très informée, la revue des CSR, avec des aperçus originaux sur le mouvement syndical. Ainsi dans le dernier numéro une contribution sur la syndicalisation des travailleurs immigrés, un aperçu du syndicalisme en Irak, un bilan du mouvement contre le CPE ou encore une discussion sur l'état du syndicalisme de classe en France. Le n° précédent revient sur l'unification syndicale de 36, l'Internationale syndicale rouge (article hélas cursif), ou critique les anarcho-syndicalistes pour leur sectarisme, en particulier la CNT espagnole des années 60. Une présentation austère, un contenu de bonne facture. [*Syndicaliste !*, Comités syndicalistes révolutionnaires, BP 3, 31 240 St Jean, www.syndicaliste.fr, 1, 5 € le n°]

* ***Utopie critique. Revue internationale pour l'autogestion*, n° 38-39, 4^e trimestre 2006, 112 p.**

Reproduction du fameux tableau de Delacroix, *La liberté guidant le peuple*, comme illustration de couverture pour ce numéro double pour conclure l'année 2006. Pas de dossier, mais une multitude d'articles sur des sujets aussi divers que la question présidentielle, la dette des pays en développement, la constitution, les élections mexicaines, la surveillance des populations. Dans la rubrique culture, un article sur le film de Ken Loach, *Le vent se lève*, retraçant le combat de l'IRA. L'ensemble donne l'impression d'une approche un peu décousue. Certains articles auraient mérité un approfondissement. [*Utopie Critique*, 40 rue de Malte, 75011 Paris, www.utopie-critique.net, 10 € le n°]

* ***Variations. Revue internationale de théorie critique*, printemps 2006, « Mouvement social et politiques de la transgression », 140 p.**

Troisième numéro d'une revue critique exigeante s'inscrivant dans les réflexions initiées en son temps par Jean-Marie Vincent, théoricien marxiste. Le dossier de ce volume s'interroge, à partir de quelques livres récents, sur la théorie politique. Sont notamment pris en compte les ouvrages de Toni Negri (sévérement critiqué par Patrick Cingolani) et celui de John Holloway, *Changer le monde sans prendre le pouvoir*. Adrien Thomas pour sa part

analyse l'attitude ambiguë de la CGT face à la privatisation d'EDF. Michel Koslovski développe un point de vue assez optimiste à propos de l'évolution du syndicat *Solidarité*. Hors dossier, même exigence critique (à la limite du verbiage parfois, voir en particulier l'article de L. Couillaud, « L'explosion de l'intime. Au sujet de la dramaturge Sarah Kane ») sur Adorno, ou l'Internationale situationniste. A réserver à des lecteurs avertis. Est-il vraiment utile de faire compliqué quand ce n'est pas nécessaire ?

[*Variations. Revue internationale de théorie critique*, Parangon, 31 rue de Brest, 69 002 Lyon,
www.editions-parangon.com, 14 € le n°]

¹ Ces citations sont tirées du Manifeste de la revue *Zapruder, Rivista di storia della conflittualità sociale* et de l'association « Storie In Movimento », consultable sur le site de la revue à l'adresse suivante <http://www.storieinmovimento.org/index.php?sezione=5&sottosez=manifestofr>

² *Ibidem*

³ *Ibidem*

⁴ Carlo Giuliani est un jeune manifestant (23 ans) abattu par la police le 20 juillet 2001 à Gênes lors de la manifestation contre le G8.

⁵ L'esquimo dont il est question dans le titre est une référence à la « parka militaire », verte et légèrement délavée portée par les jeunes gens dans les années soixante-dix, c'est également le titre d'une chanson de Francesco Guccini.

⁶ Les mandarins italiens, qui sont bien souvent directeurs de recherches, professeurs, employeurs des jeunes recrues et qui se veulent également les maîtres à penser de leur discipline et de leur champs de recherches, ne sont d'autre part que rarement ouverts à des sujets d'études nouveaux ou des approches différenciées.

⁷ L'équivalent d'un mémoire de maîtrise ou de DEA (ancienne formule), parfois plus approfondi et plus prolixe. La *tesi di laurea* sanctionne la fin des deux premiers cycles universitaires italiens, et bien souvent la fin des études supérieures.

⁸ Elle reprend par exemple les descriptions des regards des femmes durant leur procès par les journaux. Elle apporte également une attention minutieuse aux descriptions physiques rédigées par les journalistes dans un style qui leur est propre.

⁹ L'un des travers de cet article consiste à ne prendre en considération qu'une source très aisée d'accès mais difficile à exploiter, les articles de presse ; sans doute une profondeur d'analyse aurait pu être possible par la consultation des rapports de police, des services de renseignements, des procès-verbaux des interrogatoires ou par des entretiens avec des témoins.